



Tchéquie: situation des droits humains

Mise à jour

Anja Baudacci

Weyermannsstrasse 10
Case postale
CH-3001 Berne

T++41 31 370 75 75
F++41 31 370 75 00

info@osar.ch
www.osar.ch

Compte dons
CCP 10-10000-5

Berne, le 13 mai 2016



Impressum

EDITEUR

 Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR
Case postale 8154, 3001 Berne
Tél. 031 370 75 75
Fax 031 370 75 00
E-mail: info@osar.ch
Internet: www.osar.ch
CCP Dons: 10-10000-5

TRADUCTION

Richard Greiner

VERSIONS

allemand, français

COPYRIGHT

© 2016 Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR, Berne
copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source.

Sommaire

1	Introduction	1
2	Situation en matière de sécurité en Tchétchénie	1
3	Système judiciaire	2
4	Corruption	4
5	Situation en matière de droits humains	5
6	Groupes particulièrement menacés	8
6.1	Membres de l'opposition, critiques, employé-e-s d'ONG, activistes des droits humains, artistes	8
6.2	Personnes communiquant des informations critiques à l'étranger	11
6.3	Personnes travaillant pour des médias	12
6.4	Femmes.....	13
6.5	Personnes obligées de travailler avec les autorités	14
6.6	Salafistes/Wahhabites/religieux	15
6.7	Personnes insurgées et présumées insurgées	15
6.8	Membres de la famille et personnes ayant un lien avec des personnes présumées insurgées	17
6.9	Personnes politiquement actives en exil et membres de leur famille	20
7	Mise en danger des personnes retournées	21
8	Alternative de fuite interne	23
8.1	Pas d'alternative de fuite en Russie	23
8.2	Obstacles à l'établissement	26

1 Introduction

Ce rapport se base sur des renseignements d'expert-e-s¹ et sur nos propres recherches.

2 Situation en matière de sécurité en Tchétchénie

Situation instable et violence continue. La situation dans les républiques du Caucase du Nord continue d'être caractérisée par l'instabilité et la violence. Les rapports des médias indiquent certes qu'en 2015, le nombre de personnes tuées ou blessées a été moindre que l'année précédente.² Selon les indications d'activistes des droits humains, un haut degré de violence a néanmoins été enregistré en Tchétchénie aussi en 2015.³ En 2014, plusieurs attaques, parfois massives, ont été signalées.⁴ En décembre 2014, des extrémistes islamistes ont commis dans la capitale Grozny l'attaque la plus grave répertoriée depuis des années. D'après des indications officielles, 14 fonctionnaires de sécurité et onze terroristes auraient été tués et 36 personnes blessées.⁵ En octobre de la même année, un jeune homme de 19 ans a perpétré un attentat suicide à Grozny. Cinq officiers de police sont décédés et au moins douze personnes ont été blessées.⁶ L'*International Crisis Group* (ICG) décrit également que la situation en matière de sécurité, bien qu'elle se soit peut-être améliorée dans l'ensemble, reste néanmoins instable. D'une part, il s'agit du résultat du style de gouvernement répressif et arbitraire du président Ramzan Kadyrov, toléré par Moscou. Le recul des activités insurrectionnelles en Tchétchénie s'explique ainsi en partie par l'application étendue des punitions collectives.⁷ D'autre part, la situation instable est

-
- ¹ Les recherches de l'OSAR se fondent sur des sources publiquement accessibles, conformément aux standards COI. Lorsque ces sources ne permettent pas de trouver les informations requises dans le temps imparti, l'OSAR fait appel à des expert-e-s. L'OSAR documente ses sources de manière transparente et traçable. Les personnes de contact peuvent toutefois être anonymisées afin de garantir la protection des sources.
 - ² US Department of State (USDOS), Country Report on Human Rights Practices 2015 – Russia, 13 avril 2016, p. 20: www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/2015/eur/252893.htm; UK Foreign and Commonwealth Office, Human Rights and Democracy Report 2014 – Section XII: Human Rights in Countries of Concern – Russia, 12 mars 2015: www.gov.uk/government/publications/russia-country-of-concern--2/russia-country-of-concern.
 - ³ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015 – Russia, 13 avril 2016, p. 20.
 - ⁴ Des groupes armés ont perpétré en 2014 des attaques isolées contre les forces de sécurité, provoquant la mort de plus de 200 personnes, dont des personnes civiles. Amnesty International (AI), Amnesty International Report 2014/15 – The State of the World's Human Rights – Russian Federation, 25 février 2015: www.amnesty.org/en/countries/europe-and-central-asia/russian-federation/report-russian-federation/; Reuters, Rights Groups Condemn 'Collective Justice' After Chechnya Attack, 11 décembre 2014: www.reuters.com/article/2014/12/11/us-russia-chechnya-humanrights-idUSKBN0JP22120141211.
 - ⁵ Neue Zürcher Zeitung (NZZ), Kadyrow will Vergeltung, 11 décembre 2014: www.nzz.ch/international/europa/kadyrow-will-vergeltung-1.18442244.
 - ⁶ BBC, Five Killed in Suicide Bombing in Chechen Capital, 5 octobre 2014: www.bbc.com/news/world-europe-29498909.
 - ⁷ Ceci a aussi été confirmé par une personne dont l'expertise relative à la Tchétchénie est reconnue. Interview par skype du 23 mars 2016 avec une personne dont l'expertise est reconnue et qui compte des années d'expérience professionnelle sur place relative à des questions politiques et de droits humains en Tchétchénie et en Ingouchie.

également liée aux différences économiques, à l'insuffisance de l'infrastructure sociale, à l'absence de mesures promouvant la réconciliation et à la prévalence de l'impunité.⁸ Selon ICG, la diminution de la violence au Caucase du Nord est en outre fortement liée au fait qu'une grande partie des djihadistes soient allés en Syrie ou en Irak pour y rejoindre l'organisation terroriste Etat islamique (EI).⁹ Selon diverses sources, les services secrets russes auraient même soutenu le voyage des djihadistes vers la Syrie, afin que ces derniers quittent la Russie aussi vite que possible.¹⁰

3 Système judiciaire

Législation russe guère appliquée, Kadyrov est au-dessus des lois. Les lois russes sont très rarement mises en œuvre en Tchétchénie, d'après les indications d'ICG.¹¹ Selon les déclarations d'Igor Kalyapin, président de l'ONG russe *Committee Against Torture* (CAT) et président du *Council for Civil Society*, à ICG en décembre 2014, aucune autorité tchétchène ne respecte la législation russe. Cela ne concerne pas uniquement l'application ou l'exécution du droit, mais également la mise en œuvre du droit civil. Les fonctionnaires abuseraient seulement de la législation pour pratiquer le chantage et l'extorsion à des fins d'enrichissement personnel.¹² Selon un employé du CAT, la Constitution et les lois seraient absolument sans valeur face aux ordres de Ramzan Kadyrov.¹³ La militante des droits humains Svetlana Gannushkina de l'organisation de défense des droits humains *Memorial* relève aussi que les lois et la Constitution russes ne valent pas en Tchétchénie. Les ordres de Kadyrov constituent, selon ses déclarations, la seule et unique loi.¹⁴ Il prétend lui-même qu'il forcerait tout le monde à suivre ses ordres si on voudrait s'y opposer.¹⁵

Système judiciaire politisé et impunité. Selon les indications de la *US Commission on International Religious Freedom* du 30 avril 2015, des violations aux droits humains au Caucase du Nord sont commises en toute impunité, le président tchétchène Kadyrov et ses forces de sécurité étant responsables d'innombrables violations des

⁸ International Crisis Group (ICG), Chechnya: The Inner Abroad, 30 juin 2015, page I: www.crisis-group.org/~media/Files/europe/caucasus/236-chechnya-the-inner-abroad.pdf.

⁹ ICG, The North Caucasus Insurgency and Syria: An Exported Jihad?, 16 mars 2016: www.crisis-group.org/en/regions/europe/north-caucasus/238-the-north-caucasus-insurgency-and-syria-an-exported-jihad.aspx.

¹⁰ Interview par skype du 23 mars 2016 avec une personne dont l'expertise est reconnue et avec des années d'expérience professionnelle sur place relative à des questions politiques et de droits humains en Tchétchénie et en Ingouchie; The Daily Beast, Russia Is Sending Jihadis to Join ISIS, 23 août 2015: www.thedailybeast.com/articles/2015/08/23/russia-s-playing-a-double-game-with-islamic-terror0.html.

¹¹ ICG, Chechnya: The Inner Abroad, 30 juin 2015, p. 28.

¹² Entretien d'International Crisis Group avec Igor Kalyapin, directeur du Committee Against Torture, cité d'après ICG, Chechnya: The Inner Abroad, 30 juin 2015, p. 28.

¹³ Aljazeera, Chechnya – War Without Traces, 18 juin 2015, 18'16": www.dailymotion.com/video/x2uf2p5.

¹⁴ Conférence de presse de Svetlana Gannushkina du Civic Assistance Committee à Moscou du 11 décembre 2014, cité d'après International Crisis Group, Chechnya: The Inner Abroad, 30 juin 2015, p. 28.

¹⁵ Grozny TV channel, Vesti news release, 18 mai 2013, cité d'après International Crisis Group, Chechnya: The Inner Abroad, 30 juin 2015, p. 34.

droits humains.¹⁶ L'*US Department of State* (USDOS) annonçait en avril 2016 que le gouvernement russe n'ouvre en principe aucune instruction ou procédure pénale lors de violations des droits humains, en particulier lorsque des autorités régionales sont impliquées. Selon la même source, en Tchétchénie, les forces de sécurité agissaient sous le contrôle direct de Ramzan Kadyrov en toute impunité en 2015.¹⁷ *Amnesty International* critiquait à cet égard qu'il n'existe pratiquement aucune voie de recours juridique pour les victimes de violations des droits humains. Le système judiciaire est inefficace et sous la pression politique des plus hautes sphères.¹⁸ *International Crisis Group* confirme également que les autorités exercent souvent ouvertement une pression, parfois très forte, sur les juges et le jury.¹⁹ Le président Kadyrov interpelle ainsi publiquement les juges et les membres des tribunaux tchétchènes lorsque les décisions judiciaires ne répondent pas à ses attentes.²⁰

Dans un cas documenté, un juge de la Cour suprême tchétchène a jugé en 2014 que Suleiman Edigov, alors âgé de 28 ans, avait été enlevé illégalement et arrêté pendant plus d'un mois par la police, qui l'aurait torturé et forcé à faire des aveux.²¹ Après que le président Kadyrov ait déclaré lors d'un rassemblement public que le juge avait accepté un pot-de-vin contre la libération d'Edigov, le juge a abandonné l'affaire. Le nouveau juge German Alexandrov a condamné Edigov à 14 ans et six mois de prison.²²

Dans un autre cas, Alvi Abdurakhmanov a été acquitté en 2014 des accusations de vol et d'agression sur un officier de police. Le lendemain, le président Kadyrov déclarait à la télévision que la décision judiciaire était erronée. Des hommes armés ont ensuite arrêté de manière illégitime le frère d'Alvi Abdurakhmanov. Celui-ci n'a été libéré qu'après que des parents aient remis Alvi Abdurakhmanov à la police, qui le détient illégalement.²³ Selon le portail de nouvelles *Caucasian Knot* fondé par *Memorial* en 2001, ses proches ne savent pas où il se trouve.²⁴

Système judiciaire politisé – cas documenté. Le cas très politisé de Ruslan Kutaev a attiré l'attention des médias et de différentes organisations internationales de défense des droits humains telles que *Human Rights Watch* et *Amnesty International*.

¹⁶ US Commission on International Religious Freedom (USCIRF), Annual Report 2015; 2015 Country Reports: Tier 2; Russia, 30 avril 2015, p. 180: www.eoi.net/file_upload/1226_1432897160_russia-2015.pdf; *Caucasian Knot*, Unpunished violence in Northern Caucasus has systemic nature, 16 juillet 2015: <http://eng.kavkaz-uzel.ru/articles/32366/>.

¹⁷ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015 – Russia, 13 avril 2016, p. 3.

¹⁸ AI, Amnesty International Report 2014/15 – The State of the World's Human Rights – Russian Federation, 25 février 2015.

¹⁹ ICG, Chechnya: The Inner Abroad, 30 juin 2015, p. 31.

²⁰ AI, Amnesty International Report 2014/15 – The State of the World's Human Rights – Russian Federation, 25 février 2015.

²¹ ICG, Chechnya: The Inner Abroad, 30 juin 2015, p. 31.

²² *Novaya Gazeta*, Who fears whom in Chechnya, 13 mars 2014, (version originale russe): www.novayagazeta.ru/inquests/62672.html, cité d'après *International Crisis Group*, Chechnya: The Inner Abroad, 30 juin 2015, p. 31.

²³ Danish Immigration Service (DIS), Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation – residence registration, racism and false accusations, Report from the Danish Immigration Service's fact finding mission to Moscow, Grozny and Volgograd, the Russian Federation From 23 April to 13 May 2014 and Paris, France 3 June 2014, janvier 2015, p. 45: www.nyidanmark.dk/NR/rdonlyres/662FD8CA-B89C-438C-B532-591500571951/0/ChechnyaFactfindingreport26012015FINALinkforside.pdf.

²⁴ *Caucasian Knot*, Chechen resident acquitted by jury disappears after new detention, relatives assert, 31 mars 2014: www.nyidanmark.dk/NR/rdonlyres/662FD8CA-B89C-438C-B532-591500571951/0/ChechnyaFactfindingreport26012015FINALinkforside.pdf.

Ruslan Kutaev, président de la *Peoples of the Caucasus Assembly*, un groupe qui milite pour la compréhension culturelle du Caucase et de la population caucasienne, a été brutalement arrêté par les forces de sécurité le 20 février 2014 dans sa ville natale de Gheki, alors qu'il était prétendument en possession d'une grande quantité d'héroïne. Deux jours avant son arrestation, à l'occasion d'une conférence commémorative des 70 ans depuis la déportation massive de Tchétchènes durant la Seconde Guerre mondiale, Kutaev critiquait l'interdiction prononcée par Kadyrov de procéder à des commémorations relatives aux déportations de masse du 23 février.²⁵ Selon des observateurs indépendants, Kutaev a été torturé en détention à base d'électrochocs et de coups infligés. Les autorités responsables ont rejeté une enquête.²⁶ Ruslan Kutaev indique avoir été torturé en présence du directeur de l'administration Kadyrov et du vice-ministre de l'intérieur.²⁷ Dans un procès qu'*Amnesty International* a jugé inéquitable, Kutaev a été condamné à une peine de quatre ans de prison, laquelle a été réduite de deux mois après recours.²⁸

Un autre cas documenté est celui de deux fonctionnaires enquêteurs d'un département de police, Alikhan Akhmedov et Imran Arsamerzuyev. En raison de l'arrestation d'un parent éloigné du directeur d'une unité spéciale du ministère de l'intérieur, ils ont été arrêtés de force, torturés²⁹ pendant trois heures et condamnés à des peines assorties du sursis pour mauvais traitement infligé à un fonctionnaire de l'unité spéciale. L'enquête pénale relative aux allégations de torture a été suspendue à plusieurs reprises.³⁰

4 Corruption

Les taxations informelles et irrégulières ainsi que la corruption sont certes endémiques dans tout le Caucase du Nord, mais toutefois dans une mesure particulièrement élevée en Tchétchénie selon ICG. La corruption y règne dans tous les domaines, entre autres dans le secteur de la santé, dans les écoles, en relation avec les prestations de services sociaux ou lors de l'achat de terrains. Un habitant de Grozny interviewé par ICG a par exemple déclaré qu'il lui avait fallu 15'000 roubles (450 dollars US) et 15 minutes pour obtenir un permis de conduire dans la ville tchétchène d'Argun.³¹ Parmi les fonctionnaires de l'autorité de poursuites pénales, la corruption serait

²⁵ Human Rights Watch (HRW), *Chechen Activist Leader Arrested, Beaten*, 8 juillet 2014: www.hrw.org/news/2014/07/08/russia-chechen-activist-leader-arrested-beaten.

²⁶ AI, *Amnesty International Report 2014/15 – The State of the World's Human Rights – Russian Federation*, 25 février 2015.

²⁷ HRW, *Chechen Activist Leader Arrested, Beaten*, 8 juillet 2014.

²⁸ AI, *Amnesty International Report 2014/15 – The State of the World's Human Rights – Russian Federation*, 25 février 2015.

²⁹ Entretien d'ICG avec Alikhan Akhmedov à Grozny en mars 2014, cité d'après ICG, *Chechnya: The Inner Abroad*, 30 juin 2015, p. 30.

³⁰ *Novaya Gazeta*, *The story of the unexpected end of a career of a young criminal investigator from Grozny, Alikhan Akhmedov*, (version originale russe), 17 juin 2013: www.novayagazeta.ru/letters/180.html, cité d'après ICG, *Chechnya: The Inner Abroad*, 30 juin 2015, p. 30.

³¹ ICG, *Chechnya: The Inner Abroad*, 30 juin 2015, p. 24-26.

également répandue.³² Il existe des indices qu'une partie des recettes informelles serait transférée au fonds de charité Achmat Kadyrov, présidé par la mère de Ramzan Kadyrov.³³

5 Situation en matière de droits humains

Répression d'Etat et propagation de la peur. Le président tchétchène Kadyrov et ses forces de sécurité sont responsables d'innombrables violations des droits humains.³⁴ ICG évoque dans son rapport actuel de juin 2015 que selon plusieurs sources non nommées, les personnes qui ne suivent pas l'opinion des représentants de l'Etat et des forces de sécurité risquent d'être victimes de violence. L'intimidation et l'usage illégitime de la force seraient présents dans tous les domaines de la vie.³⁵ Le sentiment de crainte dans la population est renforcé par la forte présence des forces de sécurité. Des vidéos représentant des actes de torture, d'humiliations et des punitions brutales commis par les forces de sécurité sont diffusées sur internet et partagées par des utilisateurs de téléphones mobiles.³⁶ Un expert interrogé en 2014 par le *Danish Immigration Service* (DIS) a noté que la peur au sein de la population n'a encore jamais été aussi profonde, bien que la situation sécuritaire se soit améliorée.³⁷ En mars 2015, Oleg Orlov de l'organisation de défense des droits humains *Memorial* confirmait auprès d'ICG qu'en dépit de la prétendue amélioration de la situation en matière de sécurité en Tchétchénie, la peur serait croissante au sein de la population.³⁸

La peur et l'impunité des auteurs empêchent que les violations des droits humains soient dénoncées. Selon Hugh Williamson, directeur de *Human Rights Watch* Europe et Asie centrale, le climat de peur est tellement élevé que seules très peu de personnes osent critiquer la politique du président Kadyrov.³⁹ Selon le rapport annuel 2015 d'*Amnesty International* relatif à l'année 2014, de nombreuses violations des droits humains ne sont pas documentées, car la récolte d'information et la couverture

³² Entretien d'International Crisis Group avec Igor Kalyapin, directeur du Committee Against Torture, cité d'après ICG, Chechnya: The Inner Abroad, 30 juin 2015, p. 28; ICG, North Caucasus, The Challenges of Integration (IV), Economic and Social Imperatives, 7 juillet 2015, p.10: www.crisis-group.org/~media/Files/europe/caucasus/237-north-caucasus-the-challenges-of-integration-iv-economic-and-social-imperatives.pdf.

³³ Entretien avec une personne de contact experte de la situation en matière de droits humains en Tchétchénie du 4 mai 2016; ICG, Chechnya: The Inner Abroad, 30 juin 2015, p. 24-26.

³⁴ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015 – Russia, 13 avril 2016; Décision de la Cour EDH, R.K. c. France du 9 juillet 2015, § 32 et 33; USCIRF, Annual Report 2015; 2015 Country Reports: Tier 2; Russia, 30 avril 2015, p. 180; UK Foreign and Commonwealth Office, Human Rights and Democracy Report 2014 – Section XII: Human Rights in Countries of Concern – Russia, 12 mars 2015; Décision de la Cour EDH, M.V. et M.T. c. France du 4 septembre 2014, § 39.

³⁵ ICG, Chechnya: The Inner Abroad, 30 juin 2015, p. 28-29.

³⁶ Youtube, Chechnya: Beating of Malika Soltayeva, 2006, téléchargé le 8 novembre 2009: <http://youtu.be/UfJ1tB3JX3E>, cité d'après ICG, Chechnya: The Inner Abroad, 30 juin 2015, p. 34; Daily Motion, In Chechnya Kadyrov's sadists torture a hostage with electricity (version originale russe), 9 février 2009, cité d'après ICG, Chechnya: The Inner Abroad, 30 juin 2015, p. 34.

³⁷ DIS, Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation, janvier 2015, p. 10.

³⁸ Entretien d'ICG avec Oleg Orlov de Memorial à Moscou en mars 2014, cité d'après ICG, Chechnya: The Inner Abroad, 30 juin 2015, p. 35.

³⁹ HRW, Chechen Activist Leader Arrested, Beaten, 8 juillet 2014.

médiatique est difficile et extrêmement dangereuse.⁴⁰ Les rapports sur la situation en matière de droits humains en Tchétchénie ont encore diminué en 2015, en raison de la répression sévère à l'encontre des activistes des droits humains ainsi que des journalistes et médias indépendants qui sont régulièrement la cible de harcèlements, de menaces et d'attaques. Ces actes sont aussi le fait de fonctionnaires du gouvernement.⁴¹ Les personnes touchées ne dénoncent pas ces violations des droits humains par peur, particulièrement depuis l'assassinat d'activistes en 2009.⁴² Par ailleurs, beaucoup craignent que l'utilisation des voies juridiques soit vaine, voire contreproductive, au regard de l'impunité dont jouissent les forces dirigeantes. Des habitant-e-s de Grozny interrogé-e-s par ICG en mars 2014 ont déclaré craindre en particulier les punitions collectives et l'humiliation⁴³ publique.⁴⁴ Selon une ambassade occidentale interrogée par DIS en 2014, la peur des Tchétchènes de prendre contact avec les autorités est tellement grande que même les proches de personnes disparues n'oseraient pas s'annoncer.⁴⁵ Une personne dont l'expertise quant à la Tchétchénie est reconnue mentionnait dans le cadre d'un entretien avec l'OSAR du 23 mars 2016, que les Tchétchènes ne s'adressent généralement pas aux autorités par crainte d'être eux-mêmes soupçonnés et persécutés.⁴⁶ Selon les déclarations d'une personne de contact, la peur empêche en outre de parler des tortures subies.⁴⁷

Enlèvements, disparitions forcées et exécutions extrajudiciaires par le personnel du gouvernement. D'après USDOS, les enlèvements perpétrés par des fonctionnaires gouvernementaux continuaient au Caucase du Nord en 2015. Selon des activistes locaux, près de 20'000 personnes auraient disparu en Tchétchénie.⁴⁸ Un employé du *Committee Against Torture* (CAT) relève que les personnes rapportées comme disparues auprès du CAT ne ressurgissent jamais dans la plupart des cas. De plus en plus de femmes seraient en outre touchées.⁴⁹ Au Caucase du Nord, les autorités et les milices locales ont commis de nombreuses exécutions extrajudiciaires aussi en 2015.⁵⁰

⁴⁰ AI, Amnesty International Report 2014/15 – The State of the World's Human Rights – Russian Federation, 25 février 2015.

⁴¹ AI, Amnesty International Report 2015/16 – The State of the World's Human Rights – Russian Federation, 24 février 2016: www.amnesty.org/en/countries/europe-and-central-asia/russian-federation/report-russian-federation/.

⁴² Entretien d'ICG avec Oleg Orlov de l'ONG russe Memorial à Moscou en mars 2014, cité d'après ICG, Chechnya, The Inner Abroad, 30 juin 2015, p. 35.

⁴³ La Jamestown Foundation mentionnait dans un article du 29 janvier 2016 que Ramzan Kadyrov humiliait publiquement de manière plus fréquente ses détracteurs et critiques. Il a par exemple été montré à la télévision comment le jeune tchétchène Adam Dikaev présentait ses excuses, en sous-vêtements, pour avoir posté une vidéo sur Instagram dans laquelle le président Poutine a été critiqué. Jamestown Foundation, Russian Opposition and Chechens Living in Europe Condemn Ramzan Kadyrov, 29 janvier 2016: www.jamestown.org/programs/edm/single/?tx_ttnews%5Btt_news%5D=45037&cHash=0353bd19563e5cb656da0947f23a05b7#.VukrH-n2Y-V.

⁴⁴ Entretien d'ICG avec des habitant-e-s de Grozny en mars 2014, cité d'après ICG, Chechnya: The Inner Abroad, 30 juin 2015, p. 35.

⁴⁵ DIS, Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation, janvier 2015, p. 10.

⁴⁶ Interview par skype du 23 mars 2016 avec une personne dont l'expertise est reconnue et qui compte des années d'expérience professionnelle sur place relative à des questions politiques et de droits humains en Tchétchénie et en Ingouchie.

⁴⁷ Entretien avec une personne de contact experte de la situation des droits humains en Tchétchénie du 4 mai 2016.

⁴⁸ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015 – Russia, 13 avril 2016, p. 21.

⁴⁹ Aljazeera, Chechnya – War Without Traces, 18 juin 2015, 20'20''.

⁵⁰ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015 – Russia, 13 avril 2016, p. 3

L'USDOS rapportait le cas d'un enlèvement le 2 août 2015: une personne du Daghestan a été enlevée par des hommes en tenues de camouflage à la frontière daghestano-tchéchène, puis emmenée en Tchétchénie où elle aurait été interrogée et torturée par les forces de sécurité, d'après ses propres déclarations.⁵¹ Selon l'organisation russe de défense des droits humains *Memorial*, 24 personnes ont été enlevées rien qu'entre octobre et décembre 2015. La plupart auraient refait surface, certaines sont néanmoins toujours portées disparues.⁵² L'un d'entre eux, le professeur d'économie Khizir Yezhiyev, a été retrouvé mort le 1^{er} janvier 2016. Des étudiant-e-s de son université ont observé comment il a été arrêté par des agents des services répressifs le 19 décembre. Cela n'a cependant pas été confirmé par le ministère de l'intérieur et son lieu de détention est resté inconnu.⁵³ En lien avec l'explosion du barrage le 23 février 2015 dans la localité de Chernochie à Grozny, des centaines de villageois-e-s ont été arrêté-e-s. Selon *Caucasian Knot*, cinq personnes étaient encore portées disparues le 24 mars 2015. Suleiman Tsakaev a été convoqué à un interrogatoire en lien avec l'explosion. Le 6 mars 2015, son cadavre a été remis à la *District Interior Division* du district de Nadterechny.⁵⁴ *Caucasian Knot* a documenté d'autres cas récents d'enlèvements. L'enlèvement des frères Ismail et Iskhaq Rusliev, lesquels ont été sortis violemment de leur maison la nuit du 28 octobre 2015 par des hommes armés et emmenés vers un lieu inconnu. Quelques jours plus tard, l'un des frères a été vu dans un programme de télévision avec Ramzan Kadyrov, lequel «pardonnait» à plusieurs jeunes hommes. Les deux frères n'ont cependant pas refait surface depuis lors.⁵⁵

Torture systématique par les autorités de sécurité, «prisons non officielles». Selon un rapport de l'*US Department of State* du 13 avril 2016, les mauvais traitements physiques par des agents de la police sont systématiques en Fédération de Russie.⁵⁶ Au Caucase du Nord, la police locale et les autorités de sécurité nationales ont aussi recours à la torture.⁵⁷ L'organisation *Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture* (ACAT) a publié fin 2013 en relation avec l'ONG *Public Verdict* et le *Committee Against Torture* un rapport sur la torture en Russie. Celui-ci indique que l'usage de la torture est largement répandu en Tchétchénie, dès qu'une personne est privée de liberté.⁵⁸ Les forces de sécurité ont de plus en plus souvent recours à des méthodes qui laissent le moins de traces possibles de mauvais traitements et de torture. Parmi les méthodes de tortures documentées figurent le tabassage, les chocs électriques, l'étouffement par la mise de sacs en plastique sur la tête des victimes, le ligotage et

⁵¹ Ibid., p. 21.

⁵² *Caucasian Knot*, During three months, 24 persons kidnapped in Chechnya, HRC «Memorial» reports, 14 janvier 2016: <http://eng.kavkaz-uzel.ru/articles/34274/>.

⁵³ Radio Free Europe / Radio Liberty, Missing University Teacher Found Dead In Chechnya, 4 janvier 2016: www.rferl.org/content/missing-teacher-found-dead-in-chechnya/27466717.html.

⁵⁴ *Caucasian Knot*, HRC «Memorial»: five detained residents of Chechnya disappear after explosion on dam, 24 mars 2015.

⁵⁵ *Caucasian Knot*, HRC «Memorial» reports on kidnapping of Musliev brothers in Argun, 9 novembre 2015: <http://eng.kavkaz-uzel.ru/articles/33597/>.

⁵⁶ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015 – Russia, 13 avril 2016, p. 5.

⁵⁷ Ibid., p. 5; Interview par skype du 23 mars 2016 avec une personne dont l'expertise est reconnue et qui compte des années d'expérience professionnelle sur place relative à des questions politiques et de droits humains en Tchétchénie et en Ingouchie.

⁵⁸ ACAT, Étude du phénomène tortionnaire en Russie, 2013, p. 15: www.acatfrance.fr/public/acat_russia_en.pdf.

la privation de nourriture.⁵⁹ En Tchétchénie comme partout ailleurs en Russie, le viol est aussi utilisé comme méthode de torture contre les personnes détenues. Différentes personnes de contact de l'OSAR sont au courant de viols commis sur des personnes prisonnières.⁶⁰ L'USDOS mentionne également dans son récent rapport sur les droits humains des victimes de viols dans les prisons russes («*prison rape victims*»).⁶¹ Les forces de sécurité menacent les personnes arrêtées de les violer et les filmer pour ensuite faire circuler les images dans la prison. Une personne de contact relève que dans les prisons russes, les hommes qui ont déjà été victimes de viols sont ensuite violés de manière récurrente.⁶² Les prisons «non officielles» existent toujours en Russie en 2015, selon USDOS, particulièrement au Caucase du Nord.⁶³

6 Groupes particulièrement menacés

Les groupes particulièrement menacés énumérés ci-dessous ne constituent pas une liste exhaustive.

6.1 Membres de l'opposition, critiques, employé-e-s d'ONG, activistes des droits humains, artistes

Menaces et protection insuffisante. Selon les indications de l'USDOS d'avril 2016, le président Kadyrov dénigre fréquemment les militant-e-s des droits humains et les menace.⁶⁴ Les autorités tchéchènes ne les protègent pas suffisamment.⁶⁵ *Caucasian Knot* rapportait le 1^{er} février 2016 que Ramzan Kadyrov avait posté une vidéo la veille sur sa page Instagram où le chef de l'opposition Mikhail Kasyanov est visiblement dans le collimateur à Strasbourg.⁶⁶ Le 23 janvier 2016, des politiciens régionaux et fédéraux tchéchènes menacèrent une série d'opposants, parmi lesquels le critique du Kremlin Alexei Nawalny, ainsi que divers activistes des droits humains, dont Svetlana Gannushkina de *Memorial*, qu'ils auront à répondre de chaque mot à l'encontre de Ramzan Kadyrov ou Vladimir Poutine – dans les limites ou en dehors du cadre légal.⁶⁷ Selon le rapport annuel sur la situation en matière de droits humains en Russie

⁵⁹ Finnish Immigration Service, Current Status of Insurgency in the North Caucasus and Persecution by the Authorities, 23 juin 2015, p. 18: www.migri.fi/download/61472_Current_status_of_insurgency_in_the_North_Caucasus_and_persecution_by_the_au.pdf?d166cc6266acd288.

⁶⁰ Renseignement e-mail d'ACAT France à l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés du 24 mars 2016; Interview par skype du 23 mars 2016 avec une personne dont l'expertise est reconnue et qui compte des années d'expérience professionnelle sur place relative à des questions politiques et de droits humains en Tchétchénie et en Ingouchie.

⁶¹ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015 – Russia, 13 avril 2016, p. 9.

⁶² Interview par skype du 23 mars 2016 avec une personne dont l'expertise est reconnue et qui compte des années d'expérience professionnelle sur place relative à des questions politiques et de droits humains en Tchétchénie et en Ingouchie.

⁶³ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015 – Russia, 13 avril 2016, p. 8.

⁶⁴ Ibid., p. 49.

⁶⁵ Ibid., p. 3.

⁶⁶ *Caucasian Knot*, Kadyrov takes aim at Kasyanov in Instagram video, 1er février 2016: <http://eng.kavkaz-uzel.ru/articles/34465/>.

⁶⁷ NZZ, Morddrohungen gegen russische Oppositionelle, 23 janvier 2015: www.nzz.ch/international/europa/morddrohungen-gegen-russische-oppositionelle-1.18682148.

d'Amnesty International de février 2015, les défenseurs et militantes des droits humains qui travaillent sur des cas de violations des droits humains sont régulièrement menacé-e-s et intimidé-e-s par les autorités et des inconnus.⁶⁸ Les personnes intellectuelles et artistes sont également soumises au risque d'être persécutées si les autorités n'approuvent pas leurs déclarations ou leurs œuvres d'art.⁶⁹

Le groupe de droits humains *Memorial* a décidé à la mi-janvier 2016 de fermer son bureau à Goudermes, la deuxième plus grande ville de Tchétchénie, pour des raisons de sécurité. Quelques jours auparavant, le bureau avait été attaqué par cinq hommes masqués.⁷⁰ Le 16 mars 2016, Igor Kalyapin, président du *Committee For Prevention of Torture*⁷¹ (anciennement CAT), a subi une agression physique à Grozny.⁷² Il est présumé que cette exaction soit liée à une attaque du 9 mars 2016 contre des employé-e-s de l'organisation *Joint Mobile Group* (JMG).⁷³ Le JMG est coordonnée par le CAT et assume des cas d'enlèvements et de torture par des fonctionnaires publics en Tchétchénie. Des employé-e-s du JMG ont été arrêté-e-s et battu-e-s par environ vingt hommes masqués le 9 mars 2016 sur le chemin d'Ossétie du Nord vers la Tchétchénie en compagnie de journalistes provenant de Norvège et de Suède. Huit personnes ont été blessées et ont dû être hospitalisées. Leur voiture et équipement a été brûlé. Les agresseurs les ont menacés et ont exigé que tous les activistes des droits humains ne remettent plus jamais les pieds en Tchétchénie.⁷⁴

En juin 2015, le bureau du *Committee Against Torture* (CAT) à Grozny a été pris d'assaut par des hommes masqués. Leur bureau a déjà été attaqué à plusieurs reprises par le passé, et leurs employé-e-s battu-e-s. La police n'a pas réagi durant les attaques, malgré plusieurs appels des employé-e-s.⁷⁵ Pour des raisons de sécurité, l'équipe du CAT à Grozny change chaque mois.⁷⁶ Le JMG est lui aussi régulièrement dérangé par les autorités tchétchènes. Le 3 juin 2015, son bureau à Grozny a été pris d'assaut et vandalisé par des hommes masqués. Le personnel a dû être évacué.⁷⁷ Suite à l'attentat du 4 décembre 2014 à Grozny, leur bureau a été brûlé le 13 décembre 2014. Le même jour, le *Joint Mobile Group* avait été dépeint comme «partisan

⁶⁸ AI, Amnesty International Report 2014/15 – The State of the World's Human Rights – Russian Federation, 25 février 2015.

⁶⁹ ICG, Chechnya: The Inner Abroad, 30 juin 2015, p. 36.

⁷⁰ HRW, Human Rights Violations in Russia's North Caucasus, 28 janvier 2016: www.hrw.org/news/2016/01/28/human-rights-violations-russias-north-caucasus.

⁷¹ Après que le CAT ait été placé sur le registre des agents étrangers en janvier 2015, les délégués du CAT ont annoncé la dissolution du CAT en août 2015. Celui-ci a été remplacé par le Committee for Prevention of Torture (CPT), lequel est composé de plusieurs divisions juridiques. Source: Caucasian Knot, Committee for Prevention of Torture to continue work of CaT, 5 août 2015: <http://eng.kavkaz-uzel.ru/articles/32572/>.

⁷² HRW, Russia: Rights Defender Attacked in Chechnya, 17 mars 2016: www.refworld.org/docid/56eac80a4.html.

⁷³ Caucasian Knot, Experts associate attack on Kalyapin with earlier attack on journalists, 16 mars 2016: <http://eng.kavkaz-uzel.ru/articles/34939/>.

⁷⁴ AI, Amnesty International Public statement, Russia: There must be no more impunity for attacks on human rights defenders and journalists, 10 mars 2016, p. 1: www.ecoi.net/file_upload/1226_1457687982_eur4636092016english.pdf.

⁷⁵ The Guardian, Hammer-wielding raiders storm human rights group offices in Chechnya, 3 juin 2015: www.theguardian.com/world/2015/jun/03/hammer-wielding-raiders-storm-human-rights-group-offices-chechnya.

⁷⁶ Aljazeera, Chechnya – War Without Traces, 18 juin 2015, 19'20".

⁷⁷ HRW, Joint Statement by Human Rights Watch, Amnesty International and Front Line Defenders, 3 juin 2015: www.hrw.org/news/2015/06/03/joint-statement-human-rights-watch-amnesty-international-and-front-line-defenders.

des groupes terroristes» sur des bannières lors d'une manifestation contre les groupes armés. Le 14 décembre 2014, un de ses bureaux a été perquisitionné sans mandat. Des employés ont été arrêtés illégalement et persécutés. Le président Kadyrov avait calomnié le 10 décembre 2014 le directeur de l'organisation de défense des droits humains JMG, Igor Kalyapin, dans les médias sociaux l'accusant de soutenir financièrement les insurgés en Tchétchénie.⁷⁸

En 2009 ont été relevés plusieurs enlèvements et assassinats d'activistes des droits humains, voyant Kadyrov soupçonné d'en être l'instigateur: les personnes touchées sont la militante des droits humains de l'organisation de défense des droits humains *Memorial*, Natalya Estemirova, la cheffe de l'organisation humanitaire *Save the Generation* Zarema Sadulayeva et son mari Alik Djabrailov, ainsi qu'une employée du *Danish Refugee Council*, Zarema Gaysanova.⁷⁹

Des personnes avec un profil bas peuvent aussi être menacées pour avoir critiqué Kadyrov ou Poutine. Selon les déclarations du 4 mai 2016 d'une personne de contact experte de la situation des droits humains en Tchétchénie, une personne ne doit pas nécessairement avoir de liens avec des probables insurgés pour être persécutée. Il suffit de critiquer sur les médias sociaux la politique de Kadyrov ou par exemple le système de santé ou encore la corruption généralisée pour être sanctionné, battu, torturé et humilié publiquement.⁸⁰ Selon *BBC News*, les autorités tchétchènes ont renforcé les contrôles en ligne en 2014. La plupart des Tchétchènes ne s'expriment donc pas de manière critique à l'encontre du gouvernement sur les plateformes en ligne, par crainte des autorités.⁸¹

Radio Free Europe/Radio Liberty a fait état le 22 décembre 2015 du cas de la spécialiste du travail social Ayshat Inayeva, qui s'est plainte des bas salaires et des impôts élevés dans un message audio *Whatsapp* qui a été diffusé sur les médias sociaux. Trois jours plus tard, elle et son mari ont été montrés à la télévision publique dans un «dialogue ouvert» avec Kadyrov. En présence de son mari confus, du président du parlement Magomed Daudov, du chef de cabinet présidentiel Islam Kadyrov et d'autres, elle s'est totalement rétractée. Par la suite, une réunion de son village a également été retransmise, où elle a été réprimandée et humiliée encore une fois par le chef du village. Il y a des rumeurs non confirmées selon lesquelles elle aurait été battue et hospitalisée pendant une courte période.⁸² Selon une personne de contact experte de la situation des droits humains en Tchétchénie, le frère et le mari d'Inayeva ont été tabassés par l'unité spéciale de Kadyrov. La même personne de contact mentionnait un autre cas récent impliquant trois personnes qui se seraient moquées pu-

⁷⁸ HRW, Russia: End persecution of activists in Chechnya, 14 décembre 2014: www.hrw.org/news/2014/12/14/russia-end-persecution-activists-chechnya.

⁷⁹ The New York Times, A Fearless Activist in a Land of Thugs, 17 juillet 2009: www.nytimes.com/2009/07/18/world/europe/18estemirova.html?pagewanted=all&_r=0; The New York Times, Two Chechen Aid Workers Are Killed, 11 août 2009: www.nytimes.com/2009/08/12/world/europe/12chechnya.html; Memorial Human Rights Center, Situation in the North Caucasus Conflict Zone: Analysis from Human Rights Perspective, printemps 2010: www.memo.ru/2010/10/01/0110101.htm.

⁸⁰ Entretien avec une personne de contact experte de la situation des droits humains en Tchétchénie du 4 mai 2016.

⁸¹ BBC News, Chechnya profile – Media, 20 mars 2015: www.bbc.com/news/world-europe-18190472.

⁸² Radio Free Liberty/Radio Europe, Kadyrov Shames Chechen Social Worker On TV, 22 décembre 2015: www.rferl.org/content/chechnya-kadyriv-social-worker-tv/27443034.html.

bliquement de Kadyrov et Poutine. L'une d'entre elles a pu fuir à temps de Tchétchénie. Les deux autres ont été arrêtées et torturées. On leur a en outre retiré leurs passeports afin qu'elles ne puissent pas quitter la Tchétchénie. Leurs téléphones sont de surcroît sur écoute.⁸³ Dans un autre cas, Adam Dikayev a été arrêté en décembre 2015 en raison d'une déclaration diffusée dans les médias sociaux et considérée comme critique par les autorités. Il a probablement été frappé et a été montré avec son pantalon baissé à la télévision, ce qui représente une grande honte dans la culture tchétchène.⁸⁴ La *Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme* rapportait le 18 avril 2016 l'enlèvement du fameux professeur d'université tchétchène, auteur, compositeur et interprète Khusein Betelgeriev par deux inconnus en uniforme le 31 mars 2016. Après douze jours sans informations sur son lieu de détention, il est réapparu le 11 avril. Son mauvais état de santé laisse fortement suggérer qu'il a été torturé et maltraité.⁸⁵ Tanya Lokshina de *Human Rights Watch* estime que les ravisseurs et les tortionnaires étaient membres des autorités de poursuites pénales.⁸⁶ Il est présumé que certaines de ces contributions critiques dans les médias sociaux soient la cause de son enlèvement.⁸⁷

6.2 Personnes communiquant des informations critiques à l'étranger

Des personnes suspectées au regard des autorités de communiquer des informations critiques à l'étranger peuvent être en danger. Selon un article d'*Aljazeera* de juin 2015, communiquer avec des journalistes ou personnes étrangères peut coûter le travail voire même la vie.⁸⁸ Selon les déclarations d'une personne de contact tchétchène du 4 mai 2016, les personnes en contact avec l'étranger sont perçues comme des espions. Les Tchétchènes qui vivent en Tchétchénie auraient peur de parler au téléphone avec des personnes vivant à l'étranger des choses qui se passent dans la république. Ils craignent que leur téléphone soit sur écoute. Les Tchétchènes effaceraient toujours directement les nouvelles qu'ils envoient vers l'étranger depuis leur téléphone, parce que les forces de sécurité tchétchènes ont le pouvoir de contrôler les téléphones. Les informations considérées comme critiques par les autorités peuvent comprendre des informations apparemment anodines, comme par exemple celles en lien avec la santé.⁸⁹

⁸³ Entretien avec une personne de contact experte de la situation des droits humains en Tchétchénie du 4 mai 2016.

⁸⁴ Ibid.; Jamestown Foundation, Russian Opposition and Chechens Living in Europe Condemn Ramsan Kadyrov, 29 janvier 2016.

⁸⁵ Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH), Chechnya, Abducted artist returned alive but in bad physical shape, 18 avril 2016: www.fidh.org/en/region/europe-central-asia/russia/chechnya-abducted-artist-returned-alive-but-in-bad-physical-shape.

⁸⁶ Human Rights Watch, Dispatches, The Price of Dissent in Chechnya, 13 avril 2016: www.hrw.org/news/2016/04/13/dispatches-price-dissent-chechnya.

⁸⁷ Ibid.; FIDH, Chechnya, Abducted artist returned alive but in bad physical shape, 18 avril 2016.

⁸⁸ Aljazeera, The Reality behind Appearances, 25 juin 2015: www.aljazeera.com/indepth/opinion/2015/06/chechnya-reality-appearances-150624091618806.html.

⁸⁹ Entretien avec une personne de contact experte de la situation des droits humains en Tchétchénie du 4 mai 2016.

6.3 Personnes travaillant pour des médias

Les articles critiques sont tabous. *Reporters Sans Frontières* dépeint Kadyrov comme «ennemi de la liberté de la presse». Les articles critiques contre Kadyrov sont un tabou.⁹⁰ Selon *BBC*, il n'existe pas de médias d'opposition en Tchétchénie. Seulement une série de sites web séparatistes et djihadistes propagent un point de vue différent.⁹¹

Arrestations, menaces de mort et meurtres documentés. Selon les indications d'*Amnesty International*, les journalistes indépendants sont régulièrement menacés, humiliés et exposés à des violences par les forces de sécurité et les groupes fidèles au gouvernement en Tchétchénie.⁹² Les professionnel-le-s des médias qui osent se pencher sur des problèmes structurels en Tchétchénie ou critiquer directement le gouvernement reçoivent immédiatement des avertissements qui peuvent rapidement se transformer en menaces directes ou intimidations des membres de la famille.⁹³

Selon *Novaya Gazeta*, citée par *Amnesty International*, trois journalistes russes ont été arrêtés illégalement à Grozny en février 2016. Ils ont ensuite été libérés, mais leur équipement a été confisqué, le matériel vidéo et photo a été détruit.⁹⁴ La journaliste Elena Milaschina a reçu des menaces de mort, en raison de la publication d'un article dans le journal indépendant *Novaya Gazeta* relatif au mariage forcé d'une fille de 17 ans avec un officier de police de haut rang trois fois plus âgé qu'elle. Ces menaces ont été publiées le 19 mai 2015 dans un article online de l'agence de presse *Grozny-Inform* du gouvernement tchéchéne.⁹⁵ Selon les indications de *Human Rights Watch*, *Grozny Inform* est l'un des médias les plus lus en Tchétchénie et entretient des relations étroites avec les dirigeants tchéchénes. L'article laisse entendre que le même sort pourrait être réservé à Elena Milashina que celui de la journaliste Anna Politkovskaya, qui travaillait aussi pour *Novaya Gazeta* et a été assassinée en 2006, ou du chef de l'opposition russe Boris Nemtsov, lequel a été assassiné en mars 2015.⁹⁶ Le président Kadyrov a approuvé le mariage tout en reprochant à Elena Milashina son ingérence dans les affaires privées.⁹⁷ Une personne dont l'expertise relative à la Tchétchénie est reconnue a décrit dans un entretien avec l'OSAR du 23 mars 2016 le cas d'un journaliste tchéchéne vivant à Saint-Pétersbourg et qui a écrit en 2014 sur l'homosexualité en Tchétchénie. Kadyrov, qui n'approuve pas ce genre de textes, s'est exprimé publiquement de manière négative à son encontre. Les autorités tchéchénes ont menacé les proches du journaliste qui vivent encore en Tchétchénie et ont

⁹⁰ Reporters sans frontières, Predator Ramzan Kadyrov: <https://rsf.org/en/predator/ramzan-kadyrov-0>.

⁹¹ BBC News, Chechnya profile – Media, 20 mars 2015.

⁹² AI, Amnesty International Report 2015/16 – The State of the World's Human Rights – Russian Federation, 24 février 2016: www.amnesty.org/en/countries/europe-and-central-asia/russian-federation/report-russian-federation/.

⁹³ Reporters sans frontières, Predator Ramzan Kadyrov.

⁹⁴ AI, Amnesty International Public statement, Russia: There must be no more impunity for attacks on human rights defenders and journalists, 10 mars 2016, p. 2.

⁹⁵ AI, Urgent Action: 131/15 [EUR 46/1844/2015], 11 juin 2015: www.ecoi.net/file_upload/1226_1434104389_eur4618442015english.pdf.

⁹⁶ HRW, Investigative Journalist Facing Death Threats, 11 juin 2015: www.hrw.org/news/2015/06/10/russia-investigative-journalist-facing-death-threats.

⁹⁷ AI, Urgent Action: 131/15 [EUR 46/1844/2015], 11 juin 2015.

lancé un avis de recherche à son encontre à Saint-Pétersbourg. La personne concernée vit depuis dans l'angoisse.⁹⁸

6.4 Femmes

Les femmes de plus en plus victimes de violence. Selon le rapport des droits humains d'USDOS publié en avril 2016, la violence domestique contre les femmes dans la Fédération de Russie est encore un problème grave. Particulièrement en Tchétchénie et dans d'autres Etats du Caucase du Nord, les droits des femmes sont limités. Les crimes d'honneur envers les femmes ainsi que les enlèvements d'épouses sont encore d'actualité.⁹⁹ Le président Kadyrov est favorable à la polygamie et au meurtre des jeunes femmes ou femmes divorcées sexuellement actives ainsi que leurs amants.¹⁰⁰ Selon le rapport-pays de l'*European Asylum Support Office* relatif à la situation des femmes en Tchétchénie de septembre 2014, les prétendues campagnes de vertus de Ramzan Kadyrov, ses déclarations, l'adoption de divers décrets à l'instar du prétendu code vestimentaire «approprié» pour les femmes ainsi que l'islamisation en Tchétchénie sous son pouvoir ont contribué à un recul de l'indépendance des femmes et à la détérioration générale de la situation des femmes.¹⁰¹ Selon le rapport DIS de janvier 2015, les femmes sont plus victimes de violences physiques qu'il y a encore quelques années, lorsque la violence à l'encontre des femmes comptait comme une entorse à la tradition tchétchène.¹⁰² Selon diverses sources, les femmes risquent de subir des violences tant au sein de leur environnement familial que de la part des acteurs étatiques.¹⁰³

Possibilités de protection insuffisantes. Seules peu de femmes ayant été victimes de violence domestique cherchent protection auprès des autorités, par crainte des conséquences sociales telles que la perte de l'honneur, ainsi que par méfiance envers la police et le système judiciaire. Dans de nombreux cas, les membres de la famille de la victime empêchent celles-ci d'aller auprès de la police. Les rares victimes qui le font n'obtiennent pas la protection dont elles ont besoin. Les auteurs font l'objet de poursuites pénales que dans peu de cas. En outre, il n'existe dans le Caucase du Nord aucun foyer d'accueil pour les femmes victimes de violence.¹⁰⁴ La violence contre les femmes est par ailleurs aussi exercée par des représentants des autorités. Selon ICG, les femmes détenues sont de plus en plus exposées aux abus et à la torture. Le

⁹⁸ Interview par skype du 23 mars 2016 avec une personne dont l'expertise est reconnue et qui compte des années d'expérience professionnelle sur place relative à des questions politiques et de droits humains en Tchétchénie et en Ingouchie.

⁹⁹ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015 – Russia, 13 avril 2016.

¹⁰⁰ Infoc.ru, Kadyrov appealed to Chechens to get a second wife, (version originale russe), 7 avril 2009, cité d'après ICG, Chechnya: The Inner Abroad, 30 juin 2015, p. 33.

¹⁰¹ EASO, Country of Origin Information Report, Chechnya: Women, Marriage, Divorce and Child Custody, septembre 2014, p. 7: <https://easo.europa.eu/wp-content/uploads/COI-Report-Chechnya.pdf>.

¹⁰² DIS, Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation, janvier 2015, p. 31, p. 34-37, p. 52.

¹⁰³ Interview par skype du 23 mars 2016 avec une personne dont l'expertise est reconnue et qui compte des années d'expérience professionnelle sur place relative à des questions politiques et de droits humains en Tchétchénie et en Ingouchie; DIS, Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation, janvier 2015, p. 31, p. 34-37, p. 52.

¹⁰⁴ EASO, Country of Origin Information Report, Chechnya: Women, Marriage, Divorce and Child Custody, septembre 2014, p. 19-20.

DIS rapportait en janvier 2015 le cas confirmé d'une femme qui a été violée en détention préventive.¹⁰⁵

Selon une personne dont l'expertise relative à la Tchétchénie est reconnue, les crimes d'honneur et les violences contre les femmes au nom de la tradition sont avant tout commis dans les familles qui comprennent des membres travaillant pour les services de sécurité tchétchènes. Les femmes qui ont fui vers d'autres régions de Russie ne peuvent pas non plus se croire en sécurité. Selon cette source, elles courent le danger d'être renvoyées en Tchétchénie où elles seront punies, voire même tuées. Kadyrov soutient ces actes au nom de sa campagne vertueuse.¹⁰⁶

6.5 Personnes obligées de travailler avec les autorités

Collaboration forcée, arrestations, tortures et exécutions. Une personne experte d'ICG à Moscou a déclaré auprès du DIS en 2014 que la police tchétchène exploite un vaste réseau d'informatrices et d'informateurs dans l'ensemble de la république. Ceux-ci ne sont pas payés, mais ont souvent commis un délit et sont ensuite forcés de coopérer par la police. Afin de pouvoir quitter le poste de police, ils doivent signer une «*letter of collaboration*». Ces lettres de collaboration exercent une pression psychique élevée sur les personnes concernées, selon un activiste des droits humains à Grozny. Selon la même source, chaque policière et policier doit dénicher mensuellement au moins deux nouvelles informatrices ou informateurs. Les membres de la famille de personnes insurgées et les proches qui sont soupçonnés de soutenir les insurgés sont souvent mis sous pression et contraints de travailler en collaboration avec la police.¹⁰⁷ Selon une personne dont l'expertise sur la Tchétchénie est reconnue, il n'y a dans de nombreux cas aucune «*letter of collaboration*». Les personnes concernées sont enlevées, battues, torturées et menacées de mauvais traitement sur les membres de leur famille si elles ne devaient pas accepter la coopération. Le consentement constitue ainsi le seul moyen d'obtenir sa libération. Toute personne qui a consenti une fois cherche à fuir, selon cette source, ce que les forces de sécurité tentent si possible d'empêcher. Celui qui fuit et revient à nouveau doit s'attendre à des actes de représailles. La personne spécialiste connaît plusieurs cas de personnes forcées de collaborer et ultérieurement détenues, battues, torturées et même tuées. D'après la même source, ce sont actuellement essentiellement les parents, amis et habitants du même village de personnes qui ont été en Syrie qui risquent d'être contraints de coopérer activement avec les forces de sécurité.¹⁰⁸

¹⁰⁵ DIS, Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation, janvier 2015, p. 43.

¹⁰⁶ Interview par skype du 23 mars 2016 avec une personne dont l'expertise est reconnue et qui compte des années d'expérience professionnelle sur place relative à des questions politiques et de droits humains en Tchétchénie et en Ingouchie.

¹⁰⁷ DIS, Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation, janvier 2015, p. 50.

¹⁰⁸ Interview par skype du 23 mars 2016 avec une personne dont l'expertise est reconnue et qui compte des années d'expérience professionnelle sur place relative à des questions politiques et de droits humains en Tchétchénie et en Ingouchie.

6.6 Salafistes/Wahhabites/religieux

Menaces de mort ouvertes et répression brutale contre les adeptes d'interprétations fondamentales de l'Islam. Le salafisme est péjorativement appelé wahhabisme en Tchétchénie et y est interdit. Ramzan Kadyrov et des représentants de l'autorité ont dit et répété publiquement qu'il ne devrait pas être permis aux Wahhabites de vivre en Tchétchénie; ils devraient être tués.¹⁰⁹ Les Salafistes ont peur de dévoiler ouvertement leur foi par des vêtements salafistes ou de longues barbes.¹¹⁰ Les forces dirigeantes tchétchènes ont déclaré leur intention de détruire le salafisme en Tchétchénie. Début 2014, les hommes ayant une longue barbe ont été arrêtés de manière massive dans le cadre d'une «campagne anti-wahhabites». Beaucoup ont été battus. Les épouses des victimes de cette campagne ont témoigné auprès d'ICG en 2014 que leurs maris étaient «paralysés par la peur». Selon un avocat à Grozny, les droits humains sont violés de manière récurrente dans le cadre de la lutte contre l'extrémisme religieux en Tchétchénie.¹¹¹ *Caucasian Knot* signalait en novembre 2015 de nouvelles arrestations massives d'hommes avec une longue barbe. D'après les indications de la population locale, les personnes arrêtées ont été insultées et battues.¹¹² L'*International Crisis Group* mentionnait l'arrestation et la disparition de présumés Salafistes vers la fin de l'année 2015 dans toute la république de Tchétchénie. Selon la même source, le parlement tchétchène annonçait à la mi-février 2016 que toutes et tous les Tchétchènes âgés de 14 à 35 ans devaient se faire délivrer un nouveau passeport indiquant l'appartenance ethnique, le clan et la communauté islamique. Le père ou le chef du clan devaient en outre signer et accepter être coresponsable du comportement de la jeune personne. En raison du trouble médiatique déclenché par cette annonce, Kadyrov a renoncé à ce projet. Selon une source interrogée par *International Crisis Group*, le terme «passeport» a simplement été remplacé par la notion de «formulaire». L'enregistrement obligatoire a été introduit le 25 février 2016. Kadyrov aurait accordé trois jours à l'imam du village où vit la personne de contact concernée d'*International Crisis Group*, afin que les pères et leurs descendant-e-s âgé-e-s de 14 à 35 ans remplissent et signent le formulaire dans l'école la plus proche.¹¹³

6.7 Personnes insurgées et présumées insurgées

Kadyrov maintient les combats antiterroristes, arrestations arbitraires. Mairbek Vatchagaev, éditeur du journal multidisciplinaire et indépendant *Caucasus Survey*, indiquait au *Danish Immigration Service* (DIS) en 2014, qu'outre les djihadistes, il n'existait pas d'autres groupes armés en Tchétchénie.¹¹⁴ Ceux-ci ne comprenaient pas plus de quelques dizaines de djihadistes, comme cela a été confirmé par plusieurs

¹⁰⁹ ICG, Chechnya: The Inner Abroad, 30 juin 2015, p. 19.

¹¹⁰ Finnish Immigration Service: Current Status of Insurgency in the North Caucasus and Persecution by the Authorities, 23 juin 2015, p. 14.

¹¹¹ DIS, Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation, janvier 2015, p. 33.

¹¹² Caucasian Knot, Grozny residents report about new mass detentions of young men with beards, 2 novembre 2015: <http://eng.kavkaz-uzel.ru/articles/33517/>.

¹¹³ ICG, The North Caucasus Insurgency and Syria: An Exported Jihad, 16 mars 2016, p. 22-23: www.crisisgroup.org/en/regions/europe/north-caucasus/238-the-north-caucasus-insurgency-and-syria-an-exported-jihad.aspx.

¹¹⁴ DIS, Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation, janvier 2015, p. 23-24.

sources.¹¹⁵ Les rares qui sont restés n'ont commis plus que des attaques sporadiques en raison de la présence massive des forces de sécurité et se seraient cachés dans les forêts et les montagnes.¹¹⁶ Comme déjà mentionné, de nombreux djihadistes provenant du Caucase du Nord ont rejoint l'organisation terroriste Etat Islamique en Syrie et en Irak.¹¹⁷ Toutefois, de nombreux membres et sympathisants présumés de l'insurrection armée seraient encore arrêtés en Tchétchénie. Selon une personne experte active à Moscou pour *International Crisis Group* interrogée par DIS en 2014, Kadyrov doit maintenir la lutte contre le terrorisme pour justifier auprès de Poutine l'important dispositif de sécurité en Tchétchénie. Selon une ambassade occidentale interrogée par DIS, les autorités utilisent toutes les excuses pour arrêter des personnes et les juger comme insurgées. La police, la commission d'enquête ainsi que les autorités de poursuite pénale doivent apporter des résultats liés aux insurgés tués, aux enquêtes criminelles ou à la condamnation de membres et soutiens de groupes armés illégaux. Les départements de police devraient présenter au moins un tel cas tous les mois.¹¹⁸

Selon une personne dont l'expertise relative à la Tchétchénie est reconnue, les forces de sécurité tchétchènes auraient essayé depuis un certain temps, et de manière plus intense que les forces de sécurité fédérales, de détecter et arrêter les Tchétchènes qui voudraient rejoindre l'organisation terroriste EI. Les forces de sécurité fédérales auraient pour leur part, jusqu'aux Jeux olympiques de Sotchi, au moins détourné le regard, voire même selon diverses sources soutenu leur départ vers la Syrie. Les autorités tchétchènes auraient toujours été très inquiètes, étant donné que des membres de l'organisation terroriste EI auraient exprimé à plusieurs reprises des menaces à l'encontre de Kadyrov et de ses plus proches alliés. C'est donc aussi par crainte que Kadyrov procède si durement contre des présumés adhérents de l'Etat Islamique.¹¹⁹

Le nombre exact de personnes présumées insurgées arrêtées n'est pas connu, selon un expert interrogé par DIS en 2014, étant donné que les parents sont souvent instruits par les autorités de ne pas s'adresser à des organisations de droits humains. Selon Svetlana Gannushkina de *Memorial*, les autorités annoncent de temps à autres qu'elles ont arrêté ou tué un insurgé actif. Dans la minorité des cas, des poursuites pénales sont engagées contre des présumés insurgés actifs. Selon un avocat à Grozny, les insurgés actifs sont exécutés et non pas arrêtés et condamnés pénalement.¹²⁰ Une personne dont l'expertise sur la Tchétchénie est reconnue signale aussi que de nombreux insurgés présumés sont tués au combat. Cette source indique qu'il

¹¹⁵ Interview par skype du 23 mars 2016 avec une personne dont l'expertise est reconnue et qui compte des années d'expérience professionnelle sur place relative à des questions politiques et de droits humains en Tchétchénie et en Ingouchie; DIS, Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation, janvier 2015, p. 23-24.

¹¹⁶ DIS, Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation, janvier 2015, p. 23-24.

¹¹⁷ ICG, The North Caucasus Insurgency and Syria: An Exported Jihad?, 16 mars 2016.

¹¹⁸ DIS, Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation, janvier 2015, p. 12, 31, 34.

¹¹⁹ Interview par skype du 23 mars 2016 avec une personne dont l'expertise est reconnue et qui compte des années d'expérience professionnelle sur place relative à des questions politiques et de droits humains en Tchétchénie et en Ingouchie.

¹²⁰ DIS, Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation, janvier 2015, p. 31.

est quasiment sûr à 99 pourcent que ceux qui ne meurent pas soient victimes de graves sévices par les forces de sécurité.¹²¹

6.8 Membres de la famille et personnes ayant un lien avec des personnes présumées insurgées

Répression brutale contre les personnes soupçonnées de soutenir les insurgés.

Selon Mairbek Vatchagaev, éditeur du *Caucasus Survey*, neuf arrestations sur dix en Tchétchénie sont liées à une suspicion de soutien aux personnes insurgées. Svetlana Gannushkina de *Memorial* mentionnait au DIS en 2014 qu'une grande partie des procédures pénales pour soutien aux groupes illégaux étaient en fait des cas fictifs. Un employé du *Committee against Torture*, également cité par DIS, pense même que tous ces cas sont inventés. Les personnes soupçonnées de soutenir les insurgés sont détenues entre douze heures et quatre jours dans un lieu secret et obligées, à force de coups et tortures, de divulguer des informations relatives aux insurgés et de signer un aveu de culpabilité. Quelques juges ont confirmé auprès d'un avocat à Grozny que toutes les personnes accusées en lien avec l'insurrection sont maltraitées et torturées. L'aveu forcé représente dans la plupart des cas le seul moyen de preuve du procès. Les tribunaux travaillent en étroite collaboration avec les autorités d'instruction et de poursuite pénale, étant donné que tous ont intérêt à présenter des arrestations et condamnations en lien avec les personnes insurgées. La personne arrêtée est reconnue coupable dans presque tous les cas. Les défenseurs n'ont pas le droit de visiter leurs mandants en détention jusqu'à ce que les plaies provoquées par la torture soient guéries. Si la personne arrêtée meurt des suites de la torture, les autorités présentent le décès comme l'élimination réussie d'un membre de l'insurrection armée.¹²²

Un lien avec des insurgés remontant à longtemps peut aussi représenter un risque. Selon les indications d'une personne de contact experte de la situation des droits humains en Tchétchénie, les membres de la famille d'insurgé-e-s sont généralement fortement soupçonnés de soutenir les insurgés et courent un risque sérieux d'être persécutés. Même si le lien de la personne parente avec les insurgés remonte à plusieurs années, il est possible que les membres de la famille soient sous observation et risquent d'être persécutés. Selon la personne de contact, les autorités disposent de connaissances approfondies relatives aux liens avec les insurgés, vu que d'anciennes personnes insurgées travaillent dorénavant au service des autorités.¹²³

Personne n'est à l'abri de soupçons de complicité et de persécutions et mauvais traitements par les services de sécurité qui en résultent. Selon une personne dont l'expertise relative à la Tchétchénie est reconnue, en plus du fort esprit de famille, l'hospitalité et la solidarité sont si importantes au niveau communautaire en Tchétchénie qu'il ne serait par exemple refusé à aucune ni aucun parent ou connaissance

¹²¹ Interview par skype du 23 mars 2016 avec une personne dont l'expertise est reconnue et qui compte des années d'expérience professionnelle sur place relative à des questions politiques et de droits humains en Tchétchénie et en Ingouchie.

¹²² DIS, *Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation*, janvier 2015, p. 31, p. 34-37, p. 43.

¹²³ Entretien avec une personne de contact experte de la situation des droits humains en Tchétchénie du 4 mai 2016.

de dormir quelques nuits à la maison ou de l'emmener en voiture. S'il s'agit d'une personne recherchée, un tel service rendu convertit déjà en soutien ou complice. Pour cette raison, il y aurait tellement de personnes considérées comme soutiens des insurgés et condamnées. Les personnes auxquelles il est reproché leur soutien aux groupes illégaux sont gravement maltraitées avec près de 100 pourcent de certitude selon la même source.¹²⁴

Sanctions collectives contre les membres de la famille et les connaissances des personnes présumées insurgées et des personnes soutenant les insurgés. Selon les indications de différentes sources, le président tchétchène recourt encore à des peines collectives contre les familles des personnes suspectées d'être insurgées et présumées soutenir les insurgés. Les familles sont menacées que leur maison soit brûlée si elles ne remettent pas leurs fils aux forces de sécurité.¹²⁵ Les membres de la famille risquent de perdre leur emploi, d'être interrogé-e-s, emprisonné-e-s, maltraité-e-s physiquement ou violé-e-s et de devenir les prochaines victimes de fausses procédures pénales.¹²⁶ Différentes sources interrogées par DIS en 2014 indiquaient que ce sont particulièrement les proches parents qui sont soumis à un risque élevé d'être arrêtés et victimes de mauvais traitements.¹²⁷ Dans un article du *Caucasian Knot* du 20 juillet 2013, Svetlana Gannuschkina de *Memorial* mentionnait que les personnes dont les amis sont actifs au sein de groupes illégaux armés sont souvent arrêtées, battues et poussées à révéler des informations à plusieurs reprises.¹²⁸ Selon le renseignement de Svetlana Gannuschkina du 8 janvier 2015, depuis l'attentat de décembre 2014, chaque soupçon de soutien ou d'adhésion à un groupe d'insurgés, ainsi que la parenté avec un membre présumé d'un tel groupe, peut mener à l'arrestation, la destruction de maison et l'expulsion du domicile.¹²⁹ Selon une personne de contact, les parents de personnes suspectées d'insurrection sont contraints de déclarer publiquement qu'il aurait mieux valu ne pas avoir ces enfants. La personne de contact estime qu'outre ces humiliations publiques apparentes, les membres de la famille sont victimes de mauvais traitements et de torture par les forces de sécurité.¹³⁰

Diverses sources relèvent que le président Kadyrov a annoncé des mesures pénales drastiques en réaction à l'attentat de Grozny du 4 décembre 2014. Il a ainsi annoncé

¹²⁴ Interview par skype du 23 mars 2016 avec une personne dont l'expertise est reconnue et qui compte des années d'expérience professionnelle sur place relative à des questions politiques et de droits humains en Tchétchénie et en Ingouchie.

¹²⁵ ACCORD, Anfragebeantwortung zur Russischen Föderation: Tschetschenien: Lage von Verwandten von aktuellen Syrienkämpfern, 7 juillet 2015: www.ecoi.net/local_link/318487/457495_de.html; US-DOS, Country Report on Human Rights Practices 2014 – Russia, 25 juin 2015.

¹²⁶ DIS, Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation, janvier 2015, p. 36.

¹²⁷ Ibid., p. 52.

¹²⁸ Caucasian Knot, Gannuschkina: TschetschenInnen haben massenhaft begonnen, Asyl in Deutschland zu beantragen (version originale russe), 20 juillet 2013: www.kavkaz-uzel.ru/articles/227228/, cité d'après ACCORD: Anfragebeantwortung zur Russischen Föderation: Tschetschenien: Lage von Freunden von Rebellen, 1er juillet 2014.

¹²⁹ Renseignement e-mail à l'OSAR de Svetlana Gannuschkina de l'organisation russe des droits humains Memorial du 8 janvier 2015.

¹³⁰ Entretien avec une personne de contact experte de la situation des droits humains en Tchétchénie du 4 mai 2016.

publiquement que les membres de la famille de prétendus terroristes seraient expulsés de Tchétchénie et que leurs maisons seraient incendiées.¹³¹ Suite à l'attaque, différentes sources révèlent qu'au moins six maisons de parents d'auteurs présumés auraient été incendiées.¹³² *Amnesty International* a vivement critiqué que le procédé n'ait pas été condamné par l'Etat russe.¹³³ Selon les indications de l'agence de presse *Reuters* du 11 décembre 2014, le président russe Vladimir Poutine aurait même salué la réaction de Kadyrov à l'attentat.¹³⁴

Dans un cas documenté, un père aurait été torturé avec des électrochocs en raison de son fils condamné. En outre, 91'000 dollars US lui auraient été réclamés pour le crime de son fils.¹³⁵ Dans un autre cas documenté de peine collective, la famille entière d'un présumé insurgé, lequel a été tué, a dû fuir le village d'origine et la république en juillet 2014.¹³⁶

Législation sur la responsabilité des membres de la famille et des proches de personnes suspectées de terrorisme. Le 12 janvier 2015, le parlement tchétchène a présenté un projet de loi à la Douma relatif à une loi nationale prévoyant que les membres de la famille de terroristes soient considérés comme pénalement responsables de leurs actes. Ils risquent entre autres des peines d'emprisonnement de 15 à 25 ans.¹³⁷ Comme déjà mentionné dans un précédent renseignement de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés du 25 juillet 2014, des nouvelles lois ont été adoptées en Russie en novembre 2013 qui prévoient des peines contre les familles et les parents de personnes suspectées de terrorisme. Ces lois légalisent les peines collectives, lesquelles sont déjà pratiquées dans plusieurs républiques du Caucase du Nord comme une forme de lutte contre l'insurrection. Les autorités ont le pouvoir de confisquer les avoirs des familles de personnes suspectées de terrorisme et exigent des familles le paiement pour la réparation des dommages causés par les actions des terroristes présumés. Des proches de la personne soupçonnée de terrorisme peuvent également être poursuivis en vertu de la loi.¹³⁸

Vendetta contre les membres de la famille de personnes présumées insurgés et qui soutiennent les insurgés. La vendetta («*Blutrache*») reste très répandue en

¹³¹ AI, *Amnesty International Report 2014/15 – The State of the World's Human Rights – Russian Federation*, 25 février 2015; *Reuters*, *Rights groups condemn 'collective justice' after Chechnya attack*, 11 décembre 2014.

¹³² *Reuters*, *Rights Groups Condemn 'Collective Justice' after Chechnya Attack*, 11 décembre 2014; UK Foreign and Commonwealth Office, *Human Rights and Democracy Report 2014 – Section XII: Human Rights in Countries of Concern – Russia*, 12 mars 2015; NZZ, *Kadyrow will Vergeltung*, 11 décembre 2014: www.nzz.ch/international/europa/kadyrow-will-vergeltung-1.18442244.

¹³³ AI, *Russia, Burning down homes after Chechnya clashes appears to be collective punishment*, 9 décembre 2014: www.amnesty.org/en/news/russia-burning-down-homes-after-chechnya-clashes-appears-be-collective-punishment-2014-12-09.

¹³⁴ *Reuters*, *Rights groups condemn 'collective justice' after Chechnya attack*, 11 décembre 2014.

¹³⁵ *Askhabova v. Russia*, no. 54765/09, Interview avec ICG à Grozny en 2013, cité d'après ICG, *Chechnya: The Inner Abroad*, 30 juin 2015, p.9.

¹³⁶ DIS, *Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation*, janvier 2015, p. 52-53.

¹³⁷ *Radio Free Europe / Radio Liberty*, *Russian Duma To Consider Criminal Accountability For Militant Families*, 13 janvier 2015: www.rferl.org/content/russia-duma-criminal-accountability-militant-families/26792038.html.

¹³⁸ Organisation suisse d'aide aux réfugiés, *Russie: mesure de persécution visant les daghestanais parents de suspects terroristes en dehors du Daghestan (en allemand)*, 25 juillet 2014, p. 4-5: www.fluechtlingshilfe.ch/assets/herkunftslaender/europa/russland/russland-verfolgung-von-verwandten-dagestanischer-terrorverdaechtiger-ausserhalb-dagestans.pdf.

Tchéchénie. Les forces de sécurité prononcent des vendettas contre des collègues de travail qui ont des personnes dans leur famille qui sont présumées insurgées ou suspectées de soutenir les insurgés.¹³⁹ Les crimes d'honneur sont devenus plus fréquents ces dernières années. Ceux-ci ne sont pas uniquement commis par les plus proches parents, mais également par des cousins ou oncles qui travaillent pour la police ou pour les autorités. Les autorités de poursuite pénale approuvent souvent ces crimes et ne s'occupent de ces cas que contre leur gré.¹⁴⁰ Dans le cadre d'une vendetta, Abdul-Yazit Askhabov a été enlevé et tué par les forces de sécurité parce qu'il avait un frère insurgé. La Cour européenne des droits de l'homme a reconnu la culpabilité des forces de sécurité tchéchènes en 2013.¹⁴¹

6.9 Personnes politiquement actives en exil et membres de leur famille

Risques pour les personnes actives politiquement en exil. Selon les indications de différentes sources, Kadyrov aurait menacé publiquement à plusieurs reprises les Tchéchènes exerçant des activités politiques en exil ainsi que les membres de leur famille.¹⁴² Kadyrov a notamment déclaré dans ce contexte, selon un article de *Jamestown* du 4 mars 2016, qu'il ne permettrait pas aux Tchéchènes européens qui ont fui la Tchétchénie de «troubler la paix en Tchétchénie».¹⁴³ Selon une personne dont l'expertise relative à la Tchétchénie est reconnue, les Tchéchènes vivant en Europe, par crainte des peines collectives et redoutant que les «envoyés» de Kadyrov puissent aussi les détecter en Europe, ont peur de s'exprimer publiquement contre le président tchéchène. Pour ne pas être reconnus, de nombreux protestataires portaient ainsi un masque lors de marches anti-Kadyrov en janvier 2016.¹⁴⁴ Un article paru dans l'*Eurasia Daily Monitor* le 21 avril 2016 signale par ailleurs que la diaspora tchéchène politiquement active est aussi perçue comme une menace par Moscou.¹⁴⁵

Persécution des parents de personnes politiquement actives en exil. Suite aux manifestations de la diaspora à Vienne, Oslo et Helsinki, des menaces contre les parents de personnes politiquement actives en exil ont été proférées. Le 28 décembre 2015, Ramzan Kadyrov a annoncé dans le cadre d'une conférence de presse suite à une marche de protestation contre son régime à Vienne, que les Tchéchènes étaient

¹³⁹ ICG, Chechnya: The Inner Abroad, 30 juin 2015, p. 32-33.

¹⁴⁰ ICG, Chechnya: The Inner Abroad, 30 juin 2015, p. 34.

¹⁴¹ Askhabova v. Russia, no. 54765/09, Interview avec ICG à Grozny en 2013, cité d'après ICG, Chechnya: The Inner Abroad, 30 juin 2015, p. 9.

¹⁴² Entretien avec une personne de contact experte de la situation des droits humains en Tchétchénie du 4 mai 2016; Interview par skype du 23 mars 2016 avec une personne dont l'expertise est reconnue et qui compte des années d'expérience professionnelle sur place relative à des questions politiques et de droits humains en Tchétchénie et en Ingouchie; Jamestown Foundation, Kadyrov at Loggerheads With Chechen Diaspora in Europe, 4 mars 2016: [www.jamestown.org/programs/edm/single/?tx_ttnews\[tt_news\]=45170&cHash=d71fa94c2a5165df9df3864aae1e359b#.VzSEweS6MoE](http://www.jamestown.org/programs/edm/single/?tx_ttnews[tt_news]=45170&cHash=d71fa94c2a5165df9df3864aae1e359b#.VzSEweS6MoE).

¹⁴³ Jamestown Foundation, Kadyrov at Loggerheads With Chechen Diaspora in Europe, 4 mars 2016.

¹⁴⁴ Interview par skype du 23 mars 2016 avec une personne dont l'expertise est reconnue et qui compte des années d'expérience professionnelle sur place relative à des questions politiques et de droits humains en Tchétchénie et en Ingouchie.

¹⁴⁵ Eurasia Daily Monitor, Murder of Chechen in Turkey Just Latest in Series of Apparent Russian Killings Abroad, 21 avril 2016: www.jamestown.org/programs/edm/single/?tx_ttnews%5Btt_news%5D=45345&cHash=64f1a87363d3031ad8fa63be0cb3491c#.VzLqwelf0-U.

coresponsables des déclarations et actes de leurs parents vivant à l'étranger. Dans le même temps, il a nié que des parents de protestataires de Vienne aient été battus et expulsés de leurs villages.¹⁴⁶ Kadyrov a donné l'ordre publiquement sur la télévision d'Etat au ministre de l'intérieur de détecter toutes les personnes parentes des protestataires de Vienne, Oslo et Helsinki.¹⁴⁷ Selon les déclarations d'une personne experte de la Tchétchénie du 23 mars 2016, la sœur vivant en Tchétchénie d'un critique de Kadyrov exilé aurait été menacée à plusieurs reprises de l'incendie imminent de sa maison. D'autres membres de la famille auraient aussi été recherchés.¹⁴⁸ Une personne de contact a décrit dans un entretien avec l'OSAR du 4 mai 2016 comment les membres de la famille ou des clans entiers vivant en Tchétchénie de personnes politiquement actives en exil sont contraints de s'exprimer publiquement à leur rencontre et les «exclure de leur cercle».¹⁴⁹

7 Mise en danger des personnes retournées

Risque aigu pour les personnes retournées. Une personne dont l'expertise relative à la Tchétchénie est reconnue connaît différentes situations de personnes retournées qui ont été arrêtées, torturées ou dans certains cas elles ont disparu ou ont été tuées.¹⁵⁰ Selon les déclarations de Svetlana Gannushkina de l'organisation de défense des droits humains *Memorial* de janvier 2015, divers cas de repris de justice ou personnes condamnées auparavant en Tchétchénie sont connus, lesquels sont retournés, suite à une décision d'asile négative à l'étranger, en Tchétchénie après des années et y ont été arrêtés et torturés.¹⁵¹ La Cour européenne des droits de l'homme a jugé dans les affaires *I c. Suède*¹⁵² du 5 septembre 2013 et *M. V. et M. T. c. France*¹⁵³ du 4 septembre 2014 que les renvois des requérants tchétchènes violeraient la Convention européenne des droits de l'homme, en particulier son article 3. Selon une personne de contact interviewée le 4 mai 2016, les Tchétchènes qui retournent de l'étranger sont en règle générale interrogé-e-s par des représentants du service de renseignement interne FSB et placé-e-s sous contrôle. Les autorités tchétchènes sont

¹⁴⁶ Caucasian Knot, Kadyrov: relatives will respond for Chechens-participants of rally in Vienna, 2 janvier 2016: <http://eng.kavkaz-uzel.ru/articles/34164/>.

¹⁴⁷ Jamestown Foundation, Kadyrov at Loggerheads With Chechen Diaspora in Europe, 4 mars 2016.

¹⁴⁸ Interview par skype du 23 mars 2016 avec une personne dont l'expertise est reconnue et qui compte des années d'expérience professionnelle sur place relative à des questions politiques et de droits humains en Tchétchénie et en Ingouchie.

¹⁴⁹ Entretien avec une personne de contact experte de la situation des droits humains en Tchétchénie du 4 mai 2016.

¹⁵⁰ Interview par skype du 23 mars 2016 avec une personne dont l'expertise est reconnue et qui compte des années d'expérience professionnelle sur place relative à des questions politiques et de droits humains en Tchétchénie et en Ingouchie.

¹⁵¹ Renseignement e-mail de Svetlana Gannushkina de l'ONG russe Memorial à l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés du 8 janvier 2015.

¹⁵² Asylum Information Database, ECtHR decides on deportation cases to Chechnya and Somalia, 10 septembre 2013: www.asylumineurope.org/news/10-09-2013/ecthr-decides-deportation-cases-chechnya-and-somalia#sthash.MOISUXvo.dpuf.

¹⁵³ European Council of Refugees and Exiles, ECtHR rules against return to Russia of the relatives of a Chechen rebel.

informées du retour des requérant-e-s d'asile débouté-e-s.¹⁵⁴ Des Tchétchènes auraient été battu-e-s et torturé-e-s à leur retour lors d'interrogatoires. Certains cas d'enlèvements et de meurtres ont aussi été signalés.¹⁵⁵

Cas documentés actuels de tortures et meurtres de personnes retournées. Le cas documenté le plus récent du meurtre d'un retourné par les forces de sécurité tchétchènes concerne le cas de Kana Afansev, lequel a été arrêté en relation avec l'explosion du barrage le 23 février 2015. Afansev a fui la Tchétchénie en 2013 et a déposé une demande d'asile en Suède, laquelle a cependant été rejetée. Le 26 février 2015, trois mois après son retour en Tchétchénie, il a été arrêté à Grozny et son corps a été remis le même soir à sa famille. Ses poignets présentaient des signes de torture par l'administration de chocs électriques.¹⁵⁶

Le 17 décembre 2015, un journal norvégien rapportait pour la première fois le cas de deux Tchétchènes renvoyés de Norvège qui ont aussi été torturés et tués à leur retour au pays d'origine: Umar Bilemkhanov a été arrêté, selon *Memorial*, immédiatement après son arrivée à l'aéroport de Moscou en décembre 2011 par les services secrets russes et amené en Tchétchénie. Dans sa ville natale, il est informé du décès de son père, battu à mort par la police. Bilemkhanov a été arrêté et torturé avec des chocs électriques. Le 26 décembre 2012, il a été retrouvé mort. Les autorités tchétchènes ont indiqué qu'il s'agissait d'un accident de voiture. *Memorial* et *Helsinki Committee* estiment toutefois qu'il s'agit d'un meurtre à motivation politique. La voiture dans laquelle Bilemkhanov a été retrouvé n'était en effet nullement endommagée. L'autre requérant d'asile débouté, Aпти Nazjujey, a été renvoyé fin 2011 en Tchétchénie, où il participait activement au mouvement de résistance contre Ramzan Kadyrov avant son départ vers la Norvège. Le 18 mai 2013, il a été porté disparu par sa famille. Le 10 juin 2013, il a été retrouvé mort dans une rivière. Son cadavre présentait des traces de torture.¹⁵⁷

Cas documentés d'arrestations et de tortures de personnes retournées. Une personne dont l'expertise relative à la Tchétchénie est reconnue relevait dans un entretien avec l'OSAR du 23 mars 2016 le cas d'un Tchétchène retourné de Belgique en 2015 et arrêté trois jours après son retour, torturé brutalement pendant 24 heures et interrogé sur les membres de la diaspora en Belgique.¹⁵⁸ En 2013 déjà, l'OSAR mentionnait l'arrestation, respectivement la détention de deux Tchétchènes après leur retour en 2012 et 2011.¹⁵⁹ Sur demande, l'ONG russe *Memorial* a signifié d'autres cas datant de 2012 à l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés, qui révèlent l'intensité avec laquelle les forces de sécurité de Kadyrov recherchent les partisans présumés

¹⁵⁴ Entretien avec une personne de contact experte de la situation des droits humains en Tchétchénie du 4 mai 2016.

¹⁵⁵ Organisation suisse d'aide aux réfugiés, Tschetschenien: Verfolgung von Personen mit Kontakten zu den Mudschahed, Renseignement de l'analyse-pays de l'OSAR, 22 avril 2013.

¹⁵⁶ Radio Free Europe/Radio Liberty, New Wave Of Detentions Reported In Chechnya, 8 mars 2015.

¹⁵⁷ The Nordic Page, Tortured and Killed in Russia After Being Refused Asylum in Norway, 18 décembre 2015: www.tnp.no/norway/panorama/5172-tortured-and-killed-in-russia-after-being-refused-asylum-in-norway.

¹⁵⁸ Interview par skype du 23 mars 2016 avec une personne dont l'expertise est reconnue et qui compte des années d'expérience professionnelle sur place relative à des questions politiques et de droits humains en Tchétchénie et en Ingouchie.

¹⁵⁹ Organisation suisse d'aide aux réfugiés, Tschetschenien: Verfolgung von Personen mit Kontakten zu den Mudschahed, 22 avril 2013, p. 9-10.

ainsi que les personnes retournées et leurs connaissances et parents, les maintiennent sous pression, les arrêtent illégalement, les condamnent à des peines d'emprisonnement et les torturent.¹⁶⁰

8 Alternative de fuite interne

8.1 Pas d'alternative de fuite en Russie

La torture est aussi pratiquée systématiquement en Russie. Selon le rapport de l'*US Department of State* du 13 avril 2016, il existe d'innombrables rapports crédibles que les employé-e-s des autorités de poursuite pénale russes utilisent la torture, les mauvais traitements et la violence pour contraindre les personnes suspectées à faire des aveux. Les maltraitements physiques par les fonctionnaires de police sont systématiques dans la République de Russie. Dans de nombreux cas, ces actes restent impunis. Si les auteurs sont condamnés, c'est alors pour abus de pouvoir et non pour usage de la torture. Selon le service fédéral russe compétent pour l'exécution de la peine, 2640 personnes au total seraient décédées dans les prisons en 2015.¹⁶¹ En 2013, la Cour européenne des droits de l'homme a reconnu l'Etat russe coupable dans 119 de 129 cas de violation de l'interdiction de la torture et des traitements cruels, inhumains et dégradants ancré dans la Convention européenne des droits de l'homme.¹⁶² Selon un expert de la Russie, les personnes suspectées d'appartenir à un groupe armé illégal sont traitées de la même manière par les autorités russes que par les autorités tchéchènes.¹⁶³

Kadyrov le protégé de Poutine. Ramzan Kadyrov entretient des relations très étroites avec le président russe Vladimir Poutine et bénéficie d'une plus grande autonomie que d'autres pouvoirs régionaux.¹⁶⁴ Bien que la Tchétchénie fasse formellement partie de la Russie, le Kremlin n'a plus guère de contrôle sur la région.¹⁶⁵ Selon un rapport de *BBC News* du 15 janvier 2013, pour sa loyauté envers Poutine, Kadyrov peut maintenir son propre appareil de sécurité et agir ou laisser faire à sa guise en Tchétchénie.¹⁶⁶ Selon un article paru dans *The Economist* le 6 février 2016, «Poutine externalise sa terreur à des sbires comme Ramzan Kadyrov», lequel s'assure régulièrement que Poutine obtienne plus de 99 pourcent des voix en Tchétchénie lors d'élections. Kadyrov émet des propos que Poutine a peur d'exprimer personnellement. A l'instar des récentes menaces catégoriques et sans ambiguïté contre les opposants

¹⁶⁰ Renseignement e-mail de l'ONG russe Memorial à l'OSAR du 10 janvier 2015.

¹⁶¹ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015 – Russia, 13 avril 2016, p. 5, 8.

¹⁶² USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2014 – Russia, 25 juin 2015, p. 5.

¹⁶³ Expert de la Russie, octobre 2015, cité d'après Amnesty International, section suisse, Gutachten betreffend eines individuellen Falls eines Asylsuchenden aus Tschetschenien, 4 janvier 2016.

¹⁶⁴ ICG, Chechnya: The Inner Abroad, 30 juin 2015, p. i.

¹⁶⁵ SRF, Echo der Zeit, Kadyrows demonstrative Loyalität zu Putin trägt Früchte, 5 avril 2016: www.srf.ch/play/radio/echo-der-zeit/audio/kadyrows-demonstrative-loyalitaet-zu-putin-traegt-fruechte?id=2a3b5b47-98c5-48fe-9fde-609135d78d96.

¹⁶⁶ BBC News, Critic of Chechen leader Kadyrow 'apologises profoundly', 15 janvier 2016: www.bbc.com/news/world-europe-35327312.

russes, qui n'ont pas été condamnés par Poutine.¹⁶⁷ En février 2015, l'opposant politique Boris Nemtsov a été assassiné à Moscou. Cinq Tchétchènes ont été accusés d'avoir « commis un meurtre sur commande » (« *committing the contract killing* »). L'auteur principal et cerveau présumé Ruslan Mukhudinov était un membre des forces de sécurité tchétchènes. Il se trouve toujours en liberté. Les proches de Nemtsov et ses avocats sont convaincus que l'assassinat a été commandité par des fonctionnaires russes de haut rang.¹⁶⁸

Coopération des autorités tchétchènes et russes, arrestations, enlèvements et meurtres de Tchétchènes en dehors de la Tchétchénie. Selon une ambassade occidentale en Russie interrogée par le *Danish Immigration Service* (DIS) en 2014, il est difficile de dire à quel point les différentes autorités fédérales et locales coopèrent en Russie. Lorsqu'une personne passe de Tchétchénie vers un autre district fédéral, le *Federal Migration Service* en Tchétchénie en est informé. Selon le cas, les autorités tchétchènes pourraient, en raison de leur statut particulier en Russie, rechercher la personne hors de Tchétchénie par des canaux non officiels et la renvoyer le cas échéant vers la Tchétchénie.¹⁶⁹

Une personne experte travaillant pour *International Crisis Group* (ICG) à Moscou a confirmé l'existence de cas documentés de Tchétchènes soupçonnés de soutenir les insurgés, lesquels ont été renvoyés vers la Tchétchénie depuis d'autres parties de Russie. Il arrive aussi que la police tchétchène arrête des personnes dans d'autres régions de Russie. Elle est parfois aidée à ce titre par des services répressifs locaux.¹⁷⁰ Un expert de la Russie signalait en outre à *Amnesty International* en octobre 2015 que plusieurs cas lui avaient été rapportés de personnes du Caucase du Nord ayant transféré leur domicile dans d'autres régions de Russie (y compris jusqu'à la Sibérie orientale) où elles ont été arrêtées et renvoyées vers le Caucase du Nord. Elles y ont été détenues et torturées, comme membres présumés de groupes armés. De même, des cas de personnes disparues au Caucase du Nord et réapparues dans des prisons à Moscou, où elles étaient arrêtées pour des soupçons d'appartenance à un groupe armé, ont également été rapportés.¹⁷¹ Le renseignement du 23 mars 2016 d'une personne dont l'expertise relative à la Tchétchénie est reconnue confirme aussi que les Tchétchènes d'autres parties de la Russie sont enlevé-e-s ou contraint-e-s de retourner en Tchétchénie. Là, ils sont poursuivis pénalement, torturés et montrés à la télévision.¹⁷² Les autorités tchétchènes ont annoncé en octobre 2015 qu'elles avaient arrêté à Moscou 17 à 20 hommes, lesquels voulaient prétendument se rendre en Syrie pour y rejoindre la milice terroriste EI.¹⁷³

¹⁶⁷ The Economist, Putin's Chechen enforcer, 6 février 2016: www.economist.com/news/europe/21690046-alarming-world-Ramsan-Kadyrov-putins-chechen-enforcer.

¹⁶⁸ Radio Free Liberty / Radio Europe, Russia Says Nemtsov Murder Probe Completed, 29 janvier 2016: www.rferl.org/content/article/27518747.html.

¹⁶⁹ DIS, Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation, janvier 2015, p. 68-71.

¹⁷⁰ Ibid.

¹⁷¹ Expert de la Russie, octobre 2015, cité d'après Amnesty International, section suisse, Gutachten betreffend eines individuellen Falls eines Asylsuchenden aus Tschetschenien, 4 janvier 2016.

¹⁷² Interview par skype du 23 mars 2016 avec une personne dont l'expertise est reconnue et qui compte des années d'expérience professionnelle sur place relative à des questions politiques et de droits humains en Tchétchénie et en Ingouchie.

¹⁷³ Ibid.; ICG, The North Caucasus Insurgency and Syria: An Exported Jihad?, 16 mars 2016, p. 17.

Selon plusieurs personnes de contact, les membres de la famille ou d'autres personnes sont en danger partout en Russie, lorsqu'un lien avec des terroristes présumés est avéré ou connu.¹⁷⁴ Une autre personne de contact signale une série de cas documentés où des familles entières ont été victimes de disparitions forcées à Moscou, Saint-Pétersbourg et d'autres villes russes, en particulier lorsque les autorités des républiques du Caucase du Nord avaient intérêt à prendre des mesures contre les membres de la famille. Les Wahhabites et les membres de leur famille sont persécutés sur l'ensemble du territoire de la Russie.¹⁷⁵

Ce ne sont pas uniquement les membres et soutiens présumés de groupes armés qui sont recherchés et menacés par les forces de sécurité tchéchènes en dehors de la Tchétchénie, comme le démontre l'exemple du journaliste recherché à Saint-Pétersbourg (voir chapitre 5.2).

Propagande négative, nombre disproportionné de contrôles de police et arrestations arbitraires par des acteurs étatiques. L'attitude de la population russe à l'égard de différents groupes de personnes est largement déterminée par les autorités, selon un expert interrogé par DIS en 2014. La propagande négative contre les Tchétchènes qui dure depuis plus de dix ans a laissé des traces. Les Russes ethniques se méfient en partie encore des personnes du Caucase du Nord.¹⁷⁶ Selon le rapport de l'*US Department of State* de février 2014, les récits émanant des réfugiés, des ONG et des médias révèlent une pratique alarmante et systématique de la police russe dans le traitement des personnes d'origines caucasiennes.¹⁷⁷ Le 25 juin 2015, l'USDOS rapportait que des personnes dont l'apparence laisse suggérer des origines caucasiennes, africaines ou asiatiques sont contrôlées par la police de manière excessive et disproportionnée. Le même rapport mentionne d'innombrables arrestations arbitraires de personnes provenant du Caucase du Nord. Le 12 janvier 2014, plus de 700 personnes, pour la plupart originaires du Caucase du Nord et d'Asie centrale, ont ainsi été arrêtées arbitrairement en lien avec les attentats à la bombe de Volgograd en décembre 2013. Selon les médias locaux, une grande partie des personnes arrêtées ont été détenues sans accusation pendant toute la durée des Jeux olympiques d'hiver à Sotchi en février 2014.¹⁷⁸

Exactions et violences racistes. Selon une personne dont l'expertise relative à la Tchétchénie est reconnue, le travail de réconciliation entre Russes et Tchétchènes n'a jamais commencé. Ces derniers sont associés au terrorisme et à une image négative de l'Islam.¹⁷⁹ Comme déjà mentionné dans le renseignement de l'analyse-pays de l'OSAR du 25 juin 2014, les personnes du Caucase du Nord et d'Asie centrale sont

¹⁷⁴ Renseignement e-mail de la personne de contact A. du 9 mai 2014; Renseignement e-mail de Svetlana Gannuschkina du 9 avril 2014.

¹⁷⁵ Renseignement e-mail de la personne de contact B. du 11 mai 2014.

¹⁷⁶ DIS, Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation, janvier 2015, p. 84-85.

¹⁷⁷ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2013, Russia, 27 février 2014.

¹⁷⁸ Ibid., p.14, 42.

¹⁷⁹ Interview par skype du 23 mars 2016 avec une personne dont l'expertise est reconnue et qui compte des années d'expérience professionnelle sur place relative à des questions politiques et de droits humains en Tchétchénie et en Ingouchie.

souvent victimes d'attaques et d'actes de violence racistes.¹⁸⁰ Selon diverses sources, les exactions racistes et les crimes inspirés par la haine contre les minorités religieuses, en particulier contre les personnes originaires du Caucase, ont fortement augmenté. Ces crimes ont provoqué la mort d'au moins 20 personnes.¹⁸¹ Différentes sources interrogées par DIS en 2014 ont cependant déclaré que la violence à motivation raciste ainsi que la xénophobie contre les personnes du Caucase du Nord avaient diminué au cours des dernières années.¹⁸² Selon un employé de la *Chechen Social and Cultural Association*, la violence à caractère raciste contre les personnes originaires du Caucase du Nord était néanmoins encore très répandue en 2014; elle a simplement fait l'objet de peu de rapports à son propos, étant donné que la Russie a voulu donner l'image d'une nation unie pendant les Jeux olympiques.¹⁸³

Volonté de protection des autorités insuffisante lors d'attaques. Comme déjà mentionné dans le renseignement de l'analyse-pays de l'OSAR du 25 juillet 2014, divers observateurs estiment que les autorités ne réagissent pas de manière adéquate aux crimes et délits commis contre les personnes originaires du Caucase du Nord qui leur sont signalés.¹⁸⁴ Selon le rapport du DIS de janvier 2015, les victimes de crimes inspirés par la haine ne s'adressent souvent pas à la police russe. Les autorités de poursuite pénale se sont améliorées dans la lutte contre la propagande raciste et incendiaire et procèdent de manière plus efficace contre les groupes néo-nazis. La police ne mènerait en revanche pas toujours des enquêtes approfondies lors de meurtres ou violences à caractère raciste.¹⁸⁵

8.2 Obstacles à l'établissement

Enregistrement. Les ressortissant-e-s russes doivent annoncer leur lieu de résidence auprès des autorités.¹⁸⁶ Il y a l'enregistrement temporaire (au lieu du séjour) et permanent (au lieu du domicile fixe).¹⁸⁷ Les personnes enregistrées temporairement ont accès aux soins médicaux d'urgence et à quelques rares autres prestations. L'accès à d'autres services tels que les soins médicaux stationnaires, les allocations de chô-

¹⁸⁰ SOVA Center, *The Ultra-Right Shrugged*, 31 mars 2014; USDOS, *Country Report on Human Rights Practices 2013, Russia*, 27 février 2014; DIS, *Chechens in the Russian Federation – residence registration, racially motivated violence and fabricated criminal cases*, août 2012, p. 19-20.

¹⁸¹ Minority Groups International, *State of the World's Minorities and Indigenous Peoples 2015*, 2 juillet 2015, p. 4: www.ecoi.net/file_upload/1226_1432891007_mrg-swm15-putbrief-comb-8.pdf; USDOS, *Country Report on Human Rights Practices 2014 – Russia*, 25 juin 2015, p. 66.

¹⁸² Ceci devrait notamment être attribué aux bonnes relations entre le président Poutine et Ramzan Kadyrov ainsi qu'aux Jeux olympiques d'hiver de Sotchi 2014 et au conflit en Ukraine, qui a temporairement fourni une nouvelle image de l'ennemi parmi les groupes nationalistes.

¹⁸³ Danish Immigration Service, *Security and human rights in Chechnya*, janvier 2015, p. 80-82.

¹⁸⁴ HRW, *Letter to the UN Rapporteur on Human Rights of Migrants and UN Independent Expert on Minority Issues*, 10 janvier 2014, p. 4; DIS, *Chechens in the Russian Federation – residence registration, racially motivated violence and fabricated criminal cases*, août 2012, p. 14.

¹⁸⁵ DIS, *Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation*, janvier 2015, p. 78-80.

¹⁸⁶ Immigration and Refugee Board of Canada, *Russia: Residence registration system, including legal requirements to change residence registration when moving from a residence with multiple co-registrants and whether consent from co-registrants is needed (2014-February 2015) [RUS105091.E]*, 27 février 2015, p. 1: www.irb.gc.ca/Eng/ResRec/RirRdi/Pages/index.aspx?doc=455760&pls=1.

¹⁸⁷ Office fédéral des migrations (ODM), *Focus Russland, Ausweise und Ausreise*, 6 février 2012, p. 8: www.bfm.admin.ch/content/dam/data/migration/laenderinformationen/herkunftslaenderinformationen/europa-gus/rus/RUS-ausweise-ausreise-d.pdf.

mage, l'aide sociale et les prestations de retraite n'est possible qu'en cas d'enregistrement permanent.¹⁸⁸ Sans enregistrement, l'accès à l'école secondaire¹⁸⁹ ne serait en outre pas possible, selon les indications de l'UNHCR.¹⁹⁰ D'après l'autorité compétente, le *Federal Migration Service*, une copie du passeport interne, un formulaire d'inscription qui comprend la nouvelle adresse et les motifs du déménagement et le consentement du bailleur ou propriétaire ainsi qu'un contrat de location valide sont nécessaires pour un enregistrement.¹⁹¹ L'enregistrement temporaire¹⁹² doit être effectué dans les 90 jours suivant l'arrivée au lieu de séjour, sous peine d'amende pouvant aller jusqu'à 100 dollars US.^{193 194}

Obstacles lors de l'enregistrement. Une personne de contact interrogée en 2014 par DIS a déclaré que dans le cas d'une attaque terroriste à Moscou, la police mèneraient en premier lieu des enquêtes parmi les habitant-e-s tchéchènes. Ceci serait l'une des raisons pour laquelle un grand nombre de Tchétchènes préféreraient ne pas s'enregistrer. Les autres habitant-e-s d'une maison avertissent parfois la police par téléphone que leurs voisin-e-s sont tchéchènes. La police appellerait aussi les bailleurs pour leur poser des questions sur les locataires tchéchènes. Pour cette raison, certains propriétaires seraient réticents ou auraient peur de louer leur appartement à des Tchétchènes.¹⁹⁵

Discriminations dans le cadre de l'accès à l'emploi. Selon les propos tenus en mars 2016 par une personne dont l'expertise relative à la Tchétchénie est reconnue, les Tchétchènes continuent de subir des discriminations en matière d'accès au travail en dehors de la Tchétchénie.¹⁹⁶ Selon différentes sources interrogées par DIS en 2014, les Tchétchènes sont victimes de discrimination pour l'accès au travail dans les ministères, en particulier au sein du ministère de l'intérieur. Une consigne non officielle circulerait au sein du ministère de l'intérieur, selon laquelle aucune personne

¹⁸⁸ Ibid., p. 34; IRB, Russia, Residence registration system; official procedures to change registration; whether registration is required to access government services; police treatment of ethnic minorities and unregistered persons; regional restrictions on registration, particularly in Moscow, St. Petersburg and Yekaterinburg, 14 décembre 2009: www.unhcr.org/refworld/docid/4b7cee8728.html.

¹⁸⁹ A Moscou, l'accès à l'école primaire serait aussi touché.

¹⁹⁰ DIS, Chechens in the Russian Federation – residence registration, racially motivated violence and fabricated criminal cases, août 2012, p. 34: www.nyidanmark.dk/NR/rdonlyres/01750EB0-C5B1-425C-90A7-3CE3B580EEAA/0/chechens_in_the_russian_federation.pdf.

¹⁹¹ DIS, Chechens in the Russian Federation – residence registration, racially motivated violence and fabricated criminal cases, août 2012, p. 37.

¹⁹² L'enregistrement temporaire au lieu de séjour doit être effectué en plus de l'enregistrement permanent au lieu du domicile fixe.

¹⁹³ Jamestown Foundation, New Russian Legislation Undermines Moscow's Claims to Strengthen Country's Unity, 14 janvier 2013; DIS – Danish Immigration Service: Chechens in the Russian Federation – residence registration, racially motivated violence and fabricated criminal cases, août 2012, p. 34, 43.

¹⁹⁴ Différentes sources interrogées par DIS en 2014 ont affirmé qu'il n'y avait pas eu de nouvelles lois relatives à l'enregistrement depuis juillet 2012. Un nouvel ordre aurait cependant été prononcé, en vertu duquel une personne doit vivre exactement dans le logement dans lequel elle s'est inscrite. Les travailleurs migrant-e-s s'inscrivaient souvent en grand nombre dans le même appartement, dans les dénommés «rubber apartments». Ceci n'est dorénavant plus possible, étant donné que seul un nombre limité de personnes peuvent se faire enregistrer dans le même appartement. Source: DIS, Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation, janvier 2015, p. 75-76.

¹⁹⁵ DIS, Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation, janvier 2015, p. 75-76.

¹⁹⁶ Interview par skype du 23 mars 2016 avec une personne dont l'expertise est reconnue et qui compte des années d'expérience professionnelle sur place relative à des questions politiques et de droits humains en Tchétchénie et en Ingouchie.

originaires de Tchétchénie ne devrait être engagée. Ceci aurait été confirmé par des sources à l'intérieur du ministère.¹⁹⁷ Comme déjà mentionné dans le renseignement de l'analyse-pays de l'OSAR du 25 juillet 2014, il serait particulièrement difficile pour les membres de la famille de personnes suspectées de terrorisme originaires du Caucase du Nord de trouver un emploi dans une autre région de Russie, selon Svetlana Gannuschkina de *Memorial*.¹⁹⁸

Discriminations dans le cadre de l'accès au logement. Comme déjà mentionné dans le renseignement de l'analyse-pays de l'OSAR du 25 juillet 2014, différentes sources confirment que les personnes originaires du Caucase du Nord sont défavorisées dans la recherche de logement dans les autres régions de Russie.¹⁹⁹ Des sources récentes confirment que ces discriminations persistent encore à l'heure actuelle.²⁰⁰ Selon un employé de la revue indépendante *Dosh*, il serait ainsi plus facile pour les ressortissant-e-s ouzbeks et tadjiks de louer un logement à Moscou que pour les Tchétchènes. Une autre source affirme qu'il n'est pas rare de lire des appels d'offres et annonces d'appartements vides mentionnant «pas de personnes du Caucase» («*no Caucasus people*») ou «ressortissants russes uniquement» («*only Russians*»). Cette dernière mention serait adressée contre les étrangers et étrangères, selon une source supplémentaire, et non pas contre les personnes originaires du Caucase du Nord.²⁰¹

Vous trouverez les publications de l'OSAR sur la Russie et d'autres pays d'origine des réfugiés sous www.osar.ch/pays-dorigine.

L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR s'engage pour que la Suisse respecte le droit à la protection contre les persécutions ancré dans la Convention de Genève relative au statut des réfugiés. Neutre sur le plan politique et confessionnel, l'OSAR est l'association faîtière nationale des organisations d'aide aux réfugiés. Son travail est financé par des mandats de la Confédération et par le soutien bénévole de particuliers, de fondations, de communes et de cantons.

Le bulletin de L'OSAR vous informe des nouvelles publications. Inscription sous www.osar.ch/newsletter.

¹⁹⁷ DIS, Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation, janvier 2015, p. 83.

¹⁹⁸ Renseignements e-mail de Svetlana Gannuschkina du 9 avril 2014.

¹⁹⁹ Caucasian Knot, Natives of North-Caucasian republics claim being discriminated when renting housing in Moscow, 6 novembre 2013: www.eng.kavkaz-uzel.ru/articles/26290/; CoE-ECRI, ECRI Report On The Russian Federation, 15 octobre 2013, p. 27; DIS, Chechens in the Russian Federation – residence registration, racially motivated violence and fabricated criminal cases, août 2012, p. 46.

²⁰⁰ Interview par skype du 23 mars 2016 avec une personne dont l'expertise est reconnue et qui compte des années d'expérience professionnelle sur place relative à des questions politiques et de droits humains en Tchétchénie et en Ingouchie; DIS, Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation, janvier 2015, p. 83-84.

²⁰¹ DIS, Security and human rights in Chechnya and the situation of Chechens in the Russian Federation, janvier 2015, p. 83-84.